

**ÉDITION SPÉCIALE**

**EUROPÉENNES**

L'économie sociale, parent pauvre des programmes P.7

**TROC**



Smart Yachting Company

Bons plans bling-bling entre riches vacanciers P.8

**EMPLOI**

Jobs solidaires: les secteurs qui embauchent P.13

**GASTRONOMIE**

La recette d'un Top Chef pour sublimer les déchets P.19

**SPORT**



A Saint-Etienne, les supporters bientôt actionnaires? P.23

Certains supermarchés comme La vie Claire proposent déjà des produits en vrac.

# Emballer, c'est passé



La première épicerie sans emballage ouvrira début juin à Bordeaux. Un nouveau concept qui permet de réduire les déchets et d'éviter le gâchis alimentaire. P.9

M. Madec/laire/IPJ

## ÉDITO

## «20 Minutes» autrement pour une autre économie

Laurent Bainier,  
rédacteur en chef

**20 minutes de plus et quelques années de moins.** Pour la quatrième année consécutive, nous avons confié les clés de notre rédaction aux étudiants de première année de master de l'IPJ Paris-Dauphine.

Ces 50 futurs journalistes ont pendant toute une semaine travaillé en équipe pour produire un numéro complet sous notre regard. Un «20 Minutes autrement», tout entier consacré à «l'économie autrement», le thème que nous avons fixé pour cet exercice de style. En parcourant la vingtaine de pages qui suit, vous pourrez donc découvrir les sujets proposés par la relève du journalisme.

Vous y trouverez des services innovants, rendus possibles par les progrès technologiques, ainsi que beaucoup de vieilles recettes remises au goût du jour sous les effets conjugués de la crise et de la cyclicité perpétuelle des idées.

Comme cette jeune Parisienne, dont vous lirez l'histoire en page 3, qui chine dans des cagettes de quoi assouvir son freeganisme, les futures générations auront sans doute des trésors à trouver en rôdant là où le marché se retire.

Qu'elle soit collaborative, circulaire, solidaire, une autre économie émerge en effet depuis quelques années en marge du capitalisme à l'ancienne.

Elle finira peut-être par modifier durablement notre façon de consommer, de travailler et d'échanger.

Et pour raconter l'histoire de ces changements, on pourra compter sur cette 36<sup>e</sup> promotion de l'IPJ Paris-Dauphine. ■

**BERNARD STIEGLER** Directeur de l'Institut de recherche et d'innovation

# «Les élites ne comprennent pas l'économie de demain»

Propos recueillis  
par Mathilde Siraud

**L**e philosophe Bernard Stiegler plaide pour la mise en place de l'économie de la contribution.

### Pourquoi défendez-vous l'économie de la contribution ?

Avec la robotisation, on n'aura plus besoin de salariés, c'est inéluctable. Il est impératif de développer l'économie de la contribution fondée sur le partage des savoirs, comme sur Internet. Dans la société de consommation, le producteur n'est pas le consommateur de ce qu'il produit. Sur le web en revanche, tous les acteurs fournissent quelque chose. C'est le principe des logiciels libres : ils n'appartiennent à personne et tout le monde peut participer. Dans l'économie de la contribution, c'est ce modèle qui se généralise à toutes les formes de production : énergétique, industrielle, agricole...

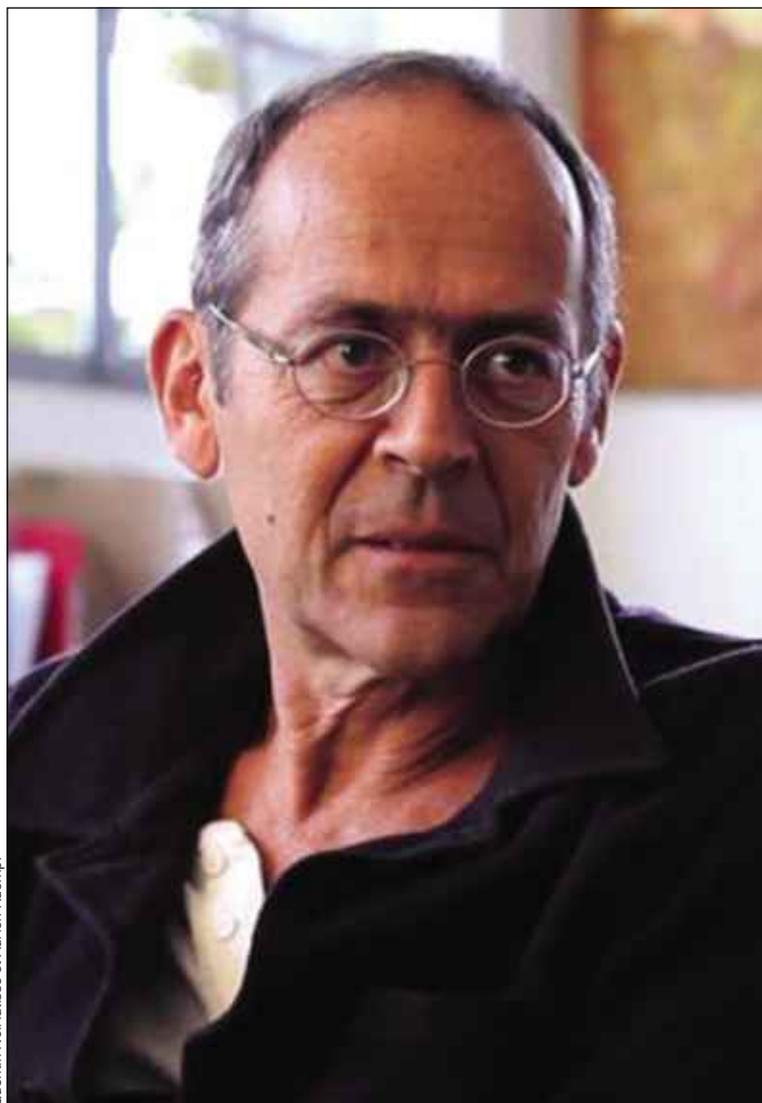
### «Je veux un revenu contributif universel.»

### Concrètement, comment mettre en place ce nouveau modèle ?

Une question majeure se pose : comment les gens vont être payés ? Certains veulent mettre en place un revenu minimum d'existence pour tout le monde. Moi, je veux un revenu contributif universel pour permettre à chacun de développer ses capacités. Parce que tout le monde contribue à créer de la valeur, sans le savoir. Par exemple, des parents qui élèvent leurs enfants produisent de la valeur : celle d'éduquer des jeunes qui deviendront à leur tour producteurs et consommateurs.

### Pourquoi l'ancien modèle a-t-il failli ?

Nous vivons depuis près d'un siècle avec un mode de consommation inventé aux États-Unis qui s'est généralisé au monde entier. Ce modèle repose sur l'augmentation constante du pouvoir d'achat des individus, l'augmentation des gains de productivité et la redistribution sociale. Il a fonctionné jusqu'au choc pétrolier de 1973 et la montée en puissance des pays émergents. L'Occident a alors perdu sa toute-puissance industrielle et le mo-



Quentin Noirfalisse et Adrien Kaempf

«Se tourner vers l'économie de la contribution est indispensable.»

dèle capitaliste part, depuis, à la dérive : on gagne de l'argent sur les spéculations et non plus sur les produits industriels.

### «L'économie est toxique, elle épuise les gens.»

Conséquences : des délocalisations, la crise de 2008... L'insolvabilité était inévitable, mais elle coûte très cher aux pays. L'économie est toxique, à la fois dans son fonctionnement et pour l'environnement. Elle épuise les gens, et notamment la jeune génération. Se tourner vers l'économie de la contribution me semble absolument indispensable.

### Les élites sont-elles prêtes à accompagner cette mutation ?

Nicolas Sarkozy a raté une occasion quand il a renfloué les banques après la crise : il aurait dû les obliger à investir dans ce nouveau secteur. François Hollande aussi. Mais les élites ne comprennent rien à ce sujet-là. Il faut savoir que nous sommes dans une économie de transition, ce que les écologistes appellent la transition énergétique. Nous devons nous fixer des objectifs à 5, 10, 20 ans, mais la puissance publique ne le fait absolument pas. J'étais au festival OuiShare il y a deux semaines [un événement qui rassemble les acteurs de l'économie collaborative à Paris, ndlr], il n'y avait aucun responsable politique. Cette ignorance est sidérante ! ■

Retrouvez  
l'intégralité  
des articles  
sur

20  
minutes  
fr



A. Bouziri / IPI

Quand elle n'est pas en quête de nourriture, Mélissa étudie les sciences politiques.

**SOCIÉTÉ** Mélissa, 24 ans, se nourrit en faisant les fins de marchés

## Elle mange gratuitement depuis deux ans

Elodie Branson, Amira Bouziri

« Je suis un peu la justicière du marché. » Mélissa est une « freegan » ; elle mange sans dépenser le moindre euro en récupérant les produits jetés. Il est 14 h 15, ce dimanche de mai, au marché de la place Monge, à Paris. Les marchands commencent tout juste à remballer. Le moment idéal pour débiter les fouilles dans les palettes de fruits et légumes laissées sur le sol.

### Ne pas gâcher

L'étudiante n'a pas peur d'être regardée avec pitié. Si elle adopte ce mode de vie, c'est parce qu'elle est fauchée.

Et déteste depuis toujours gâcher la nourriture. « Je ne suis pas SDF. Pour moi, récupérer la nourriture jetée, c'est un acte responsable. »

**« Récupérer la nourriture jetée, un acte responsable. »**

Mélissa, étudiante

Une fois chez elle, la jeune femme se dépêche de cuisiner les légumes frais. « J'ai de quoi manger pour un mois ! » Ses placards sont remplis de confitures et le congélateur déborde de soupes. « Ma colocataire fait la tête

parce qu'elle voudrait des glaces. » Pour varier les menus, elle troque ses conserves contre des plats préparés par ses amis, et a ainsi une alimentation équilibrée sans jamais rien payer. Boulimique du freeganisme, Mélissa se retient de ne pas tout récupérer. Bilan de cette journée : des poireaux, des framboises, trois kiwis... « Et là c'est un petit jour. »

« Je m'amuse en glanant, et puis personne ne sait qui je suis vraiment », plaisante -t-elle. A la fin du marché, le sac de l'étudiante est lourd. Mélissa ne peut pas prendre les trois bottes de radis abandonnés dans une cagette. Ils iront finalement à la poubelle. Un déchirement pour la Parisienne. ■

## ÉDUCATION

### Les ados adhèrent à l'économie sociale et solidaire

Ils étaient plus de 600. Des collégiens et lycéens d'Ile-de-France ont présenté le 14 mai dernier leurs mini-entreprise créée dans le cadre du programme Entreprendre pour apprendre. Deux établissements scolaires ont été primés par L'Atelier, un centre francilien qui promeut l'économie sociale et

solidaire, et se sont vus décerner le prix « Entreprendre Autrement ». Le collège Marx-Dormoy a séduit avec son projet Van'Heart. Les mini-entrepreneurs ont transformé un van en atelier et accueillent tous les vendredis des artistes, des SDF ou de simples passants désireux de dessiner.

Quant au prix des lycéens, il a été remporté par les élèves de Jules-Siegfried pour leur concept « Clich'end ». Celui-ci consiste à organiser des défilés où les mannequins sont des passantes rencontrées dans la rue, pour en finir avec les corps parfaits des magazines. ■

L. D.

## EMPLOI

### La boulangerie de la seconde chance

**Encourager l'emploi par la boulangerie. C'est le défi que s'est lancé Domitille**

Flichy, gérante de Farinez-vous. La Parisienne a ouvert une seconde enseigne à Paris en mars dernier. Le but est de favoriser l'insertion professionnelle d'adultes en reconversion ou éloignés du marché de l'emploi.

« Il ne s'agit pas seulement de personnes sorties de prison, précise la gérante. Ce sont des gens comme vous et moi qui ont cumulé les mauvaises passes. » Sur les 13 salariés, quatre bénéficient d'un CDD d'insertion : ils sont formés et dûment encadrés. Depuis 2010, Chélia est vendeuse dans la première boutique. « J'étais mère au foyer et un peu coupée du monde du travail. »

Son contrat de 2 ans a finalement débouché sur un CDI. « Je ne regretterai jamais d'avoir poussé cette porte ! », se réjouit celle, qui forme à présent des stagiaires. « Et pourquoi pas, plus tard, encadrer à mon tour des gens en insertion. » ■

S. S.

## 20 SECONDES

### RESTAURATION

#### Les lycéens mangeront bio à la rentrée

En septembre, les lycéens franciliens seront approvisionnés en produits locaux issus de l'agriculture biologique. Améliorer la qualité de l'alimentation sur le plan nutritionnel et sur le goût, et lutter contre le gaspillage. Autant de mesures phares de la réforme de la restauration scolaire.

### FORMATION

#### Recherche ambassadeurs pour une autre économie

Le programme SUCESS! de l'Ile-de-France recherche des étudiants pour devenir ambassadeurs de l'économie sociale et solidaire. Une formation les préparera aux séances de sensibilisation qu'ils présenteront dans des écoles et des associations.

## SOCIÉTÉ

## Un musée visite la banlieue

L'art contemporain part sur les routes. L'exposition du « Musée passager » s'est installée à Mantes-la-Jolie le samedi 17 mai pour quinze jours. La Région, à l'initiative du projet, souhaite amener la culture en banlieue. Les visiteurs peuvent y découvrir des œuvres d'artistes reconnus comme Bill Viola ou Elias Crespin. A leurs côtés, des productions de jeunes créateurs permettent d'approcher l'univers du street art.

Le musée visitera au total 25 villes de la région jusqu'en 2017. ■ **V. K.**

## LE CHIFFRE

600 000

c'est le nombre de créations d'emplois dans le secteur de l'ESS prévu par le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie d'ici à 2020.

## 20 SECONDES

## ÉVÉNEMENT

## Paris promeut l'entraide

Le salon des solidarités se déroulera du 12 au 14 juin à Paris-Porte de Versailles. 22000 visiteurs sont attendus cette année pour rencontrer des acteurs de la solidarité internationale. Des tables rondes, des formations et des conférences seront animées pour favoriser les échanges.

## ÉCONOMIE

## L'ENS se met à l'ESS

La 7<sup>e</sup> édition des Rencontres Nationales des étudiants pour le développement durable se déroulera les 24 et 25 mai à l'École Normale Supérieure à Paris. Ateliers et débats permettront de mieux comprendre l'entrepreneuriat social ou les « nourritures urbaines ». Un concert et des repas gratuits seront organisés afin de convaincre les étudiants.

ÉCONOMIE Cette devise originale peine à convaincre et à se concrétiser

## La monnaie locale pêche

Sophie Souchard

Les monnaies locales franciennes ont du mal à s'imposer. A Montreuil, cela fait un an et demi que le projet de la Pêche est lancé. Dans cette ville de Seine-Saint-Denis, la monnaie n'est pas encore mûre. « La mise en circulation est prévue pour bientôt, dès qu'on a les billets ! », tempère Dan-Charles Dahan, membre du collectif des Pêchus. Annoncée une première fois en novembre 2013, puis en janvier 2014, la monnaie devrait finalement être adoptée fin juin. La raison : des retards de financements et autres couacs de dernière minute.

A l'automne dernier, la mairie de Montreuil a accordé une subvention de 30 000 €. Le premier versement n'a été perçu que fin janvier. « Entre le moment où la subvention est votée et celui où on reçoit l'argent, c'est long », regrette Dan-Charles Dahan.

## Mobiliser la population

Les habitants du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris sont, eux aussi, loin de pouvoir payer en Faubourgs. Ce projet de monnaie locale a été lancé en mai 2013 par le centre social et culturel Le Paris des Faubourgs. « C'est encore très



Les billets de Pêches définitifs devraient être imprimés d'ici un mois.

embryonnaire », confie Béatrice Sculier, coordinatrice de l'initiative. Le public est déjà très sollicité et la population est hétérogène. « Il a été difficile de mobiliser les habitants du quartier. »

Le centre a donc mis en place « une stratégie d'imprégnation ». Le but est de se concentrer sur le volet pédagogique afin que « l'idée s'ancre petit à petit dans le quartier ». Le Faubourg est donc aujourd'hui une monnaie fictive, utilisée lors d'ateliers pour « tester des situations de vie sociale ». Lors des dernières vacances scolaires, chaque participant a reçu une enveloppe de 30 Faubourgs dépensés dans le cadre d'animations autour de karts à décorer ou de vélo à louer. La mise en circulation effective de la monnaie est prévue pour l'année prochaine. Si tout se passe bien. ■

## Qu'est ce qu'une monnaie locale ?

Une monnaie locale complémentaire couvre une zone géographique limitée : une ville, une communauté d'agglomération, voire une région. Elle fonctionne en complément de la devise nationale. Son but ? Encourager l'économie locale et réelle. L'action s'ancre dans la défense d'une autre économie, sociale et solidaire. Pour les citoyens, cette monnaie est un moyen de se réappropriier l'économie, à l'heure de la spéculation financière.



Jérôme Blanc est maître de conférence à Lyon II.

## « Les pouvoirs publics sont présents mais pas suffisamment »

Jérôme Blanc

Economiste

## Combien de temps faut-il pour créer une monnaie locale ?

Je dirais entre moins d'un an et deux ans. Tout dépend si l'association est constituée de militants ou si c'est une infrastructure préexistante.

## Quels sont les obstacles rencontrés ?

La difficulté est de constituer un noyau dur de militants qui parviennent à s'entendre sur un projet et à le construire sur la longueur. Au moment du lancement, il y a souvent une phase

d'enthousiasme. Puis après un an et demi, deux ans, on observe un tassement. La deuxième contrainte est de réunir un tissu de commerçants qui répondent aux valeurs du projet.

## Les pouvoirs publics locaux sont-ils présents ?

Ce n'est pas encore suffisant. Le soutien prend la forme de financements. Les collectivités locales ne peuvent pas faire payer leurs services en monnaie locale. Si la collectivité n'est pas en mesure d'intégrer pleinement le circuit, cela freine les choses. ■ **Propos recueillis par Sophie Souchard**

**ÉCONOMIE** La devise virtuelle a convaincu certains commerces de la capitale

# Ici, on peut payer en bitcoins

Solenne Dimofski

**S**ofiane, Indrit et Daniel ont un point commun. Ces trois commerçants parisiens ont décidé d'accepter dans leur établissement le paiement en bitcoins, une monnaie virtuelle créée en 2009. Sofiane est le premier à avoir sauté le pas: «Un ami m'en a parlé début 2013. Je me suis dit que c'était un truc d'illuminé», raconte le propriétaire du Sof's Bar.

## La devise se développe

Quand il a vu qu'au fil des mois, la monnaie virtuelle prenait de la valeur, il ne lui a pas fallu longtemps pour changer d'avis: «J'ai accepté le bitcoin pour gagner plus, pour gonfler mon chiffre d'affaires. Puis nous avons commencé à organiser des meetings sur cette monnaie. J'ai conquis une nouvelle clientèle, des personnes qui ne viennent que pour payer en bitcoins. Ça me réjouit vraiment», explique-t-il.

Pour Daniel, restaurateur dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, c'est la clientèle qui a amené cette monnaie à lui. «Mon restaurant se trouve à côté d'une école d'informaticiens. La moitié de mes clients paient en bitcoins et ça arrange tout le monde», indique-t-il. Indrit, lui, est musicien. Il donne des cours à Paris. Permettre à ses élèves de régler dans la devise représente plus qu'un simple gain. «J'aime l'idée de participer au développement de cette monnaie novatrice qui ne ressemble à aucune autre. C'est important que les gens voient ce que ça peut apporter le bitcoin», expose l'artiste.

## Retours enthousiastes

Au moment de la comptabilité, la facilité prime. «C'est comme une transaction normale, on a juste une colonne bitcoins à côté des colonnes carte bleue ou espèces», précise Sofiane. Quant au nombre de clients qui paient en bitcoins, il n'est pas énorme mais



Plusieurs commerçants parisiens acceptent la monnaie virtuelle.

augmente peu à peu. «Cela peut aller d'un par jour à 130 par mois», avance-t-il. Mais les trois commerçants n'ont que des retours positifs de la part des utilisateurs.

Aucun ne regrette le pari, bien au contraire. Et tous espèrent que le bitcoin va prendre de la valeur dans les années à venir. ■

## Comment payer

Chaque commerçant possède un ordinateur avec un compte bitcoin. Pour payer, le client doit flasher un code présenté par l'établissement avec son smartphone et le tour est joué!

## LE CHIFFRE

# 78,3

millions d'euros ont été collectés via le crowdfunding en 2013, en France, selon un baromètre publié par Compinnov. C'est 3 fois plus qu'en 2012.

## BANQUE

# Un label pour l'épargne

Épargner utile, c'est possible. Tout particulier peut placer ses économies dans des livrets (Livret A, Plan épargne logement...) ou des assurances vie solidaires. Pour être sûr que l'argent sert bien à financer des activités à utilité sociale et environnementale, il existe un label solidaire, octroyé par l'association Finansol.

Basé sur des critères de solidarité et de transparence, il garantit la bonne utilisation des intérêts de 122 produits d'épargne différents distribués dans les banques. ■ **S. D.**

## ENTREPRISE

# Le crowdfunding crée du réseau

Depuis trois semaines, Benjamin et Alice cherchent à récolter 5 000 € en guise d'apport pour créer leur «Atelier Pâtissier», à Metz. En 15 jours, ils ont déjà reçu plus de 2 000 € sur la plateforme Kisskissbankbank. «J'ai étudié le crowdfunding dans mon école de commerce. J'y ai tout de suite pensé pour avoir un apport avant d'aller démarcher les banques. Sans ça, on n'obtient pas de crédit», raconte Alice. Pour mobiliser les investisseurs, ces entrepreneurs en herbe multiplient les annonces sur les réseaux sociaux. En dehors de l'aspect financier de la campagne, le crowdfunding leur ouvre les portes d'un réseau non négligeable. «Les investisseurs sont nos premiers clients», s'enthousiasme Benjamin.

Pour Rémy Koné, un des fondateurs de la startup Twelve Monkeys Company, le crowdfunding sert de vitrine. Il a débuté une campagne de financement sur la plateforme Kickstarter pour développer une coque de smartphone intégrant une batterie. «Notre objectif premier n'est pas de récolter des fonds, mais d'avoir des retours sur notre prototype. C'est un moyen de

nous faire connaître et de lever le nez de notre projet pour l'adapter à la demande des utilisateurs», explique-t-il. La start-up va de nouveau plancher sur le prototype dans les prochains mois. Elle espère commercialiser une première version de la coque dès septembre. En contrepartie, les donateurs auront la primeur de goûter des pâtisseries et de profiter d'une coque intelligente. ■ **S. D.**



Rémy Koné, avec sa coque batterie.

## 20 SECONDES

### TRAVAIL

#### Un forum pour l'emploi des jeunes

La deuxième édition du forum Emploi Jeun'ESS de la région Ile-de-France aura lieu le 5 juin au Centre d'information et de documentation jeunesse de Paris, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. C'est l'occasion pour les jeunes demandeurs d'emploi de rencontrer les recruteurs de l'économie sociale et solidaire.

### BANQUE

#### L'épargne solidaire se développe

L'association régionale des Cigales d'Ile-de-France, qui représente les acteurs de l'épargne solidaire, organise une soirée d'information sur le financement solidaire destinée aux entreprises. Elle aura lieu le 22 mai, à la Maison des associations

**ALIMENTATION** Le service de livraison par voie fluviale est à l'arrêt pendant un an

# Le marché sur l'eau tangué à Paris

Margaux Bourdin

C'est l'histoire d'une association qui peine à se maintenir à flot. L'Amap Marché sur l'eau livre ses produits par voie fluviale depuis 2011 à Paris. L'objectif vise à soutenir la production locale tout en diminuant l'impact écologique de l'acheminement des marchandises. Les fruits et légumes produits en Ile-de-France sont transportés par bateau, de Clayes-Souilly (Seine-et-Marne) au bassin de la Villette à Paris. La Marne et le canal de l'Ourcq constituent ainsi le trait d'union entre les producteurs franciliens et les consommateurs parisiens. Outre la grande enseigne Franprix et le transporteur Norbert Dentressangle, c'est la seule petite structure parisienne à avoir réinvesti les voies navigables en Ile-de-France. Mais le modèle est aujourd'hui menacé, à cause des contraintes du transport fluvial sur le canal de l'Ourcq et de la concurrence des prix bas dans les supermarchés.

Pour faire face à ces turbulences, l'Amap a décidé de suspendre pendant un an ses livraisons par bateau. Dès le mois prochain, un camion roulant au biogaz devrait prendre le relais.

## Créer des points de livraison

« On savait que le bateau ne serait pas rentable avec des volumes faibles et qu'il fallait donc monter en volume.



La barge fait escale à Pantin pour distribuer les paniers de fruits et légumes les mardis soirs et jeudis.

Mais la croissance n'a pas été aussi forte que prévue», explique Anselm Ibing, le président de Marché sur l'eau. La structure, composée de 3 salariés et d'une cinquantaine de bénévoles, se donne jusqu'au milieu de l'année 2015 pour établir de nouveaux objectifs. Afin de doubler les volumes actuels, l'as-

sociation veut multiplier les points de livraisons le long du canal et développer un partenariat avec des services de restauration collective dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Tout en continuant à distribuer en circuit court des produits frais et locaux, issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement. ■

## L'association

Il s'agit d'une association pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap). Elle distribue en circuit court des produits issus de l'agriculture bio ou raisonnée.

## SORTIES

### Ornano, gare en recyclage

La Recyclerie, nouvel espace branché de la capitale, va ouvrir le 30 mai à la porte de Clignancourt, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Un restaurant, des marchés éphémères et des food-trucks vont investir l'ancienne gare d'Ornano et ses 400 m<sup>2</sup>, fermés depuis 1934. Un bar sur rails permettra de changer la disposition de l'espace suivant les événements. Des puces nocturnes, des vide-greniers et un mar-

ché aux graines devraient être organisées sous une charpente en fer forgé avec vue sur les anciens rails. Soirées et rencontres thématiques seront également au programme de ce nouveau lieu. Pour son propriétaire Stéphane Vatinel, la Recyclerie « est une nouvelle façon de consommer adaptée à une pensée écologique et alternative, qui permet de réactiver le lien social ». ■ *M. M. et M. W.*

## C'EST DIT !

« 2,4 millions de salariés, 10% du PIB... La révolution de l'innovation sociale est en marche! »

Valérie Fourneyron, secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale et solidaire

## EMPLOI

### Du travail pour les handicapés

« Sortir de l'image du fou dangereux avec un entonnoir. » C'est l'idée fondatrice du Clubhouse, un lieu d'activités et d'entraide qui accompagne les adultes souffrant d'un trouble mental vers l'insertion sociale et professionnelle. L'association a ouvert ses portes en 2011 dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle est aujourd'hui financée à hauteur de 90% par des donateurs privés et compte 70 membres.

Dans ce lieu où aucun soin médical n'est dispensé, la maladie n'est pas un tabou. « On est le chaînon manquant entre l'établissement médical et le monde du travail », explique Céline Aimetti, déléguée générale.

Les journées ressemblent à celles en entreprise avec des réunions et des tâches collectives pour fixer des repères. De nombreuses activités sont proposées : ateliers de théâtre, coaching professionnel, échange avec des entreprises... Yacine, un des 70 membres, a effectué des missions pour la cité de la Villette. Martial, 36 ans, ancien chauffeur, travaille sur son projet professionnel et envisage une reconversion en tant que paysagiste. Aujourd'hui, le Clubhouse croule sous les demandes d'adhésion. 150 personnes sont sur liste d'attente. Pour s'agrandir et se développer, l'association compte sur les dons. ■ *J. B. et M. B.*

**EUROPÉENNES** A six jours d'un scrutin indécis, les partis continuent de boudier l'économie solidaire

# Un projet social très solitaire

Marie Aubazac et Mathilde Siraud

« Nous avons besoin de plus d'économie sociale en Europe » estime le président du Parlement Européen, Martin Schulz, qui brigue la présidence de la Commission. Ce secteur représente 10 % du PIB et 11 millions de travailleurs dans l'Union Européenne. Pourtant, la thématique est encore très discrète dans les programmes des différents partis.

» **L'UMP: zéro sur l'économie sociale et solidaire.** Pour le principal parti de droite, le combat pour « retrouver le chemin de la compétitivité, de la croissance et de l'emploi » ne passe pas par la case « ESS », mentionnée nulle part.

» **Le PS: « l'entrepreneuriat démocratique ».** Le parti soutient « l'économie sociale et les PME » et souhaite « stimuler les modèles d'entrepreneuriat démocratique ». Les socialistes s'engagent également pour « l'économie verte, les énergies renouvelables et les technologies vertes ».

» **Front National: rien sur l'économie sociale et solidaire.** « Oui à la France, non à Bruxelles », le slogan du Front National est clair, le parti ne veut pas de l'Europe. Par ailleurs, le projet du FN ne comporte aucune proposition concernant l'ESS, qui ne fait pas partie des priorités de l'organisation.



En Ile-de-France, seulement 16 des 31 listes prévoient des mesures pour l'ESS.

» **Front de Gauche: transformer les modes de production.** La coalition propose de « reconstruire les économies » et de « faire face aux défis sociaux et environnementaux ». Le Front de Gauche souhaite relocaliser les activités, transformer les modes de production et favoriser les circuits courts.

» **EELV: l'économie du progrès humain par l'Europe fédérale.** Les Verts s'engagent à promouvoir « les PME et coopératives, ainsi que l'entrepreneuriat social ». Le parti milite en faveur d'une Europe fédérale, « au service de la transformation écologique de la société via une économie orientée vers le progrès humain ».

» **JUDI-Modem: une économie circulaire dans une Europe intégrée.** Les centristes souhaitent encourager le recyclage et éviter les gaspillages. Le principe: accélérer le passage vers « une économie circulaire européenne ». Celle-ci vise d'abord à « réparer, ensuite réutiliser », avant de recycler. ■

## « Gagner la bataille de l'emploi »

**Michel Barnier**  
Commissaire européen



**L'Économie sociale et solidaire (ESS) est absente des enjeux de la campagne européenne. Est-ce un non-sujet pour les partis ?** Oui, et c'est une erreur ! Je regrette qu'on n'en parle pas davantage. Pour lutter contre le chômage, on a besoin de toutes les formes d'emploi et d'entreprises, y compris celles de l'ESS.

**Quel est le poids de l'économie sociale et solidaire en Europe ?** En tout, 10 % des entreprises européennes sont sociales et solidaires. Il n'y a pas de performance

économique durable sans la cohésion sociale qu'elles apportent. Il faut une vraie stratégie européenne pour les soutenir.

**Vous êtes commissaire au marché intérieur et aux services. Qu'avez-vous mis en place pour promouvoir l'Économie sociale et solidaire ?**

En mars 2013, j'ai participé à la création du fonds européen d'entrepreneuriat social, doté de 85 millions d'euros. Je travaille aussi sur une plateforme numérique qui vise à harmoniser la définition des entreprises sociales. Ce processus a déjà commencé. Il faut créer un environnement juridique qui leur serait plus favorable et plus lisible. ■

Propos recueillis par Mathilde Siraud

## Ailleurs dans l'Union

L'Europe soutient de nombreuses initiatives sociales et solidaires pour lutter contre le chômage. En Autriche, l'association Ruzsz, lancée en 1998, a permis de réinsérer des centaines de personnes exclues du marché du travail en recyclant des équipements électriques. Une partie de son budget provient du Fonds social européen. Autre exemple: en Italie, la coopérative sociale Rinatura a transformé une ferme à l'abandon en foyer pour jeunes chômeurs. Ils produisent des cultures biologiques en pleine forêt. L'Europe a financé en partie le réaménagement des espaces boisés cultivés par la coopérative.

## La gratuité à tout prix

Les décroissants sont connus pour remettre en cause le mode de fonctionnement de la société de consommation. En plus de demander le droit à l'émission de monnaies locales, les décroissants prônent la gratuité de certains biens collectifs. L'exemple donné pour illustrer la mesure est pour le moins obscur: « ces biens dont la consommation par quelqu'un n'empêche pas sa consommation par quelqu'un d'autre et dont il est impossible d'exclure par les prix un consommateur de son usage, comme l'air que nous respirons ou l'herbe des pâturages communaux qui, lorsqu'ils sont mangés par un troupeau, ne peuvent plus l'être par un autre ». ■

M. A. et M. S.

## TOURISME

## Des vacances gratuites toute l'année

« On n' a pas le temps de s'ennuyer, c'est génial ! » Colette et Jean-Claude Hulin-Morel sont « home-sitters » depuis six ans. Ce couple de retraités, originaire de Boulogne-Billancourt, garde bénévolement, via le site Homesitting.fr, les maisons de familles qui partent en vacances et s'occupent de leurs animaux. « Ça joint l'utile à l'agréable, confie Colette, mordue du concept. L'année dernière, c'était le summum, nous avons passé seulement deux mois chez nous. » Le homesitting leur permet de visiter la France à moindre coût : « Mon mari a pu faire du bateau et du cheval en Camargue, nous avons également visité des villes comme Cancale ou Aigues-Mortes, se souvient la sexagénaire. Avec notre petite retraite, nous ne pourrions pas voyager autrement. » Les Boulonnais ont encore de nombreux projets : « Nous aimerions aller dans le Midi, car nous ne connaissons pas cette région. » ■

E. D.

www.homesitting.fr



Comptez 2000 euros par jour pour louer ce voilier privé en Méditerranée.

LUXE Les particuliers les plus aisés se mettent au troc bling-bling

## Bons plans et petits arrangements entre riches

Elia Dahan

« **E** change appartement à New York avec vue sur Time square, sauna, spa et centre de fitness inclus. » Voici le type d'annonce que l'on peut trouver sur le site Love home Swap. Terminé le studio de 13m<sup>2</sup> parisien sur Airbnb (site permettant de proposer son logement pour de courtes périodes de location). Ici se troquent et se louent des villas via les sites Geenee ou Le Collectionist, des voiliers ou des fré-gates pour Boaterfly et Sailsharing. Les riches aussi veulent voir ailleurs à moindres coûts, sans pour autant renoncer au haut de gamme. Pour

louer sa goélette de 30 mètres, à 2069 € par jour, Jean Auboyneau, auto-entrepreneur, utilise l'un de ces sites : « C'est moins cher que d'acheter un espace publicitaire dans la presse de luxe, explique-t-il. Grâce à la base

**« Grâce à la base de données, j'espère louer mon bateau plus longtemps. »**

Jean, propriétaire

de données, j'espère louer mon bateau plus longtemps ». Pour ce prix là, « l'équipage est compris », assure Jean Auboyneau qui confie que ce n'est

« pas vraiment cher » par rapport aux prix du marché. Une location sur une longue période, c'est aussi ce qui a séduit Eléonore. Depuis plus de deux ans, elle passe par le site Le Collectionist pour louer sa villa située en Normandie : « J'avais d'abord déposé l'annonce de la villa dans plusieurs agences mais j'ai trouvé que ce site était plus dynamique, confie la propriétaire. C'est très agréable car je sais qu'il y a toujours quelqu'un pour surveiller la maison et que les locataires sont bien pris en charge. » Cet été, des particuliers aisés profiteront de cette charmante demeure de 750m<sup>2</sup> face à la Manche, durant cinq semaines. ■

## 20 SECONDES

## ÉCOLOGIE

## Des altermondialistes au charbon

Entre le 21 mai et le 5 juin, le groupe altermondialiste Bizi! déversera 1,8 tonne de charbon devant le siège de la Société générale à Bayonne. Cette action, financée par le crowdfunding, est menée pour défendre la grande barrière de corail menacée par le projet Alpha Coal, porté par une mégamine en Australie.

## ÉCOLOGIE

## Lyon : tous à vélo le 24 mai

Lutter contre la pollution, le déplacement en voiture ou les nuisances sonores, tels sont les fers de lance de cette communauté de cyclistes qui souhaitent démocratiser ce moyen de locomotion. Le rendez-vous est fixé à 15 h devant l'Opéra de Lyon le samedi 24 mai.

## RELIGION

## L'essor du financement participatif « halal »

« La communauté musulmane représente un marché potentiel de plusieurs millions d'internautes », affirme Amine Naït-Daoud. Cet entrepreneur a cofondé Easi Up, une plateforme de financement participatif, créée en mars et respectant les valeurs de l'islam. Fodil Mahani, créateur du site

concurrent Aoon, explique les critères de sélection des projets : « Ils doivent suivre une charte éthique basée sur les valeurs de la religion musulmane : pas de projets contraires aux interdits de l'islam relatifs par exemple à l'alcool ou au sexe ». Ainsi, on peut aider Hicham, un jeune Marocain, à

acheter une mule pour ses champs ou financer le diplôme d'un étudiant de l'Essonne. Mais les projets ne se restreignent pas aux sujets en rapport avec l'islam, insiste Amine Naït-Daoud : « Nous étudions par exemple le projet de réparation d'un clocher d'église. » ■

P. B.

**CONSOMMATION** La première épicerie sans contenant ouvre en juin à Bordeaux

# Des courses sans emballage

Amira Bouziri

**F**aire ses courses avec des sacs réutilisables, c'est bien. Verser directement ses pâtes et son riz dedans, c'est encore mieux. Chaque Français produit 360 kg de déchets par an. Une quantité qui a doublé en quarante ans, relève le ministère de l'Écologie. Des jeunes diplômés bordelais ont pris le pari de vendre des produits du quotidien sans emballage, en libre-service. Fini les conserves et les barquettes.

## L'alternative aux géants

« Nous ne sommes pas un supermarché, nous nous battons contre la grande distribution », insiste Jules Rivet, co-créateur de la Recharge, première épicerie sans emballage en France, dont l'ouverture est prévue début juin à Bordeaux. Le client apporte ses propres contenants. Il peut choisir exactement la quantité désirée.

En plus de réduire les déchets, il s'agit d'éviter le gâchis alimentaire. Jules Rivet assure que les produits ne seront pas plus chers que dans les supermarchés traditionnels. Il mise sur des produits locaux et l'absence d'emballages pour réduire les coûts.

Les supermarchés bio Biocoop ont pris le parti, depuis 25 ans, de proposer des rayons d'aliments solides en vrac. Depuis le mois de mars, ils essaient d'étendre ce concept aux produits liquides. Le magasin à Villeneuve-d'Ascq teste la vente d'huile, de vinaigre ou de vin, dans des bouteilles vides à remplir soi-même. « Les clients sont de plus en plus réceptifs, à tel point que nos stocks ont parfois du mal à suivre », affirme Dimitri Broders, le chargé de communication du magasin. Un modèle prometteur, même si des incertitudes demeurent : en Angleterre, une épicerie sans emballage a dû fermer, faute de rentabilité suffisante. ■



Le service de fruits et légumes secs se fait à l'aide de sacs en papier kraft.

## Comment faire sans plastique ?

A la Recharge, le client aura tout à disposition pour acheter des produits frais. Sacs en coton, boîtes en fer ou bouteilles en verre, les contenants seront vendus directement dans la boutique. L'épicerie proposera les yaourts frais et le lait cru dans des pots et des bouteilles en verre consignés. Une fois le produit consommé, le client pourra rapporter ses contenants vides à la Recharge, qui les renverra aux producteurs. Ils seront nettoyés avant d'être réutilisés. Le beurre et la charcuterie seront disponibles à la coupe puis emballés dans du papier kraft ingraissable. Dans le cas où le client ne voudrait pas profiter des solutions proposées, il pourra apporter ses propres boîtes, cagettes, filets... Seule condition, « qu'ils soient propres », précise Jules Rivet, le co-créateur du projet.

## SHOPPING

### Des cadeaux solidaires pour fêter les mères

**Comment faire plaisir de façon équitable le 25 mai prochain ? Pour éviter le traditionnel casse-tête, certaines entreprises proposent des initiatives spécialement dédiées aux mamans.**

► **Des sacs éthiques.** La marque française, La vie devant soie, propose des sacs « éthiques » en promouvant le savoir-faire de tisseuses cambodgiennes

[www.laviedevantsoie.com](http://www.laviedevantsoie.com)

► **Des chaussures écologiques.** Pour chaque paire de chaussures Faguo achetée, un arbre est planté en France. La marque participe ainsi au reboisement de terrains en friche.

[www.faguo-shoes.com/fr](http://www.faguo-shoes.com/fr)

► **Un chèque cadeau symbolique.** Lutter contre la mortalité des jeunes mamans en Afrique, c'est le but de l'ONG belge Memisa, spécialisée dans les soins de santé. En offrant un chèque cadeau disponible sur le site, un suivi médical d'une jeune mère est financé. ■

E. B.

[www.africado.be](http://www.africado.be)

## POLITIQUE

### Fin des débats à l'Assemblée sur l'économie sociale et solidaire

« L'ESS devient l'économie socialiste sidérante », avait ironisé mercredi soir Arnaud Richard (UDI) à propos du « volet Florange », pendant les débats à l'Assemblée. Six mois après l'adoption au Sénat du projet de loi sur l'économie sociale et solidaire, les discussions se sont achevées jeudi. Malgré les 400 amendements déposés, seuls quelques-uns ont été adoptés. Le texte

intègre également une version allégée de la « loi Florange » sur la reprise des sites industriels. Les députés de l'UMP et du Front National, Isabelle Le Callennec (UMP) et Marion Maréchal Le Pen (FN) en tête, ont tenté de faire supprimer ces articles, en vain. Le projet devrait être voté à l'unanimité par la gauche demain dans le courant de la journée. ■

P. B et L. B.



Jeudi, à l'Assemblée, Axelle Lemaire remplaçait Valérie Fourneyron.

## 20 SECONDES

### ENVIRONNEMENT

#### Les journées du développement durable à Orléans

Jusqu'au 23 mai, une série de manifestations mettront à l'honneur les ressources en eau pour cette 10<sup>e</sup> édition. Le but est de sensibiliser la population aux enjeux du développement durable. Des balades et des ateliers sont prévus, ainsi qu'un programme dédié aux enfants pour la Semaine de l'eau.

### ÉCONOMIE

#### Nantes lance sa monnaie locale cet automne

L'idée est née il y a 6 ans. L'objectif de cette devise locale, renommée « SoNantes », vise à développer l'économie locale. Elle pourra être utilisée par virement, SMS ou carte bleue dans les commerces qui adhèrent au système.

**FINANCE** L'ordonnance annoncée le 14 février est attendue par le secteur

# L'investissement participatif en mutation

Vincent Poumier

Devenir actionnaire d'une entreprise grâce au crowdfunding est à la portée de tous. Le financement participatif par investissement est justement au cœur de l'ordonnance qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Jusqu'ici en effet, cette activité ne bénéficiait pas d'un véritable cadre juridique. « Nous nous battons depuis un an, explique François Carbone, le directeur général d'Anaxago, leader français du secteur, et un texte sort enfin pour rendre légal notre activité. »

## Un marché prometteur

Avant cette remise à plat, les plateformes de financement participatif exerçaient leur activité sans disposer de la réserve monétaire d'un million d'euros obligatoire pour les investisseurs traditionnels. Elles n'en ont jamais eu les moyens. Une clarification de la situation était donc attendue par



G. Cambon

François Carbone, co-fondateur du site de crowdfunding Anaxago.

le secteur. « Le nouveau texte va ouvrir un marché qui devrait peser 200 millions d'euros d'ici à cinq ans », précise François Carbone. Il créera un statut de conseiller en investissement parti-

## Le principe

**Le financement participatif en fonds propre permet aux internautes de devenir actionnaires d'une entreprise, de toucher des dividendes ou de revendre leurs actions en cas de croissance.**

cipatif pour encadrer les activités des plateformes de crowdfunding. Ce statut leur permettra de réunir un nombre illimité d'investisseurs à chaque levée de fonds, à condition de ne pas dépasser le million d'euros.

Ce plafond permet désormais aux plateformes de s'adresser à de jeunes entreprises qui disposaient jusque-là de possibilités de financement restreintes. « Nous ne sommes pas vraiment en concurrence avec les investisseurs traditionnels, avoue François Carbone. Même si l'on a rencontré quelques résistances de la part des sociétés de gestion. » ■

**MARIAGE**

## Plutôt que la vaisselle, les dons solidaires

**Mariage heureux, mariage généreux ! Un nouvel adage qui séduit les couples sur le point de se dire « oui ».** Surfant sur le développement de l'économie solidaire, plusieurs sites de listes de mariage sont désormais partenaires d'associations caritatives ou de plateformes de crowdfunding. Le principe : les invités de la noce peuvent financer un petit commerce en Équateur plutôt qu'un appareil à raclette. Mais cela n'empêche pas les convives d'offrir des cadeaux plus traditionnels. « Je voulais sensibiliser mes proches, raconte Claire Biau, future mariée. Mon mariage en juin prochain sera l'occasion idéale de mettre en lumière mon engagement auprès de l'association Aides. » Ces donateurs d'un nouveau genre sont une manne pour les sites de financement participatif. En deux ans, la plateforme de prêts pour micro-entrepreneurs, le site Babyloan, a financé 22 projets solidaires, dont celui de Dieubon, qui a agrandi son épicerie haïtienne grâce à un couple de jeunes mariés. ■ J. B.

## ÉCONOMIE

### Une aide aux associations étudiantes

Kit-a-se-lancer est une aide de 500€ de la Mairie de Paris destinée aux associations étudiantes dans leur premier projet. Les candidatures sont à envoyer jusqu'au 3 juin.

### L'économie collaborative en vedette à Lille

Du 21 au 23 mai, Lille accueille les 15<sup>e</sup> rencontres interuniversitaires de l'ESS. Au programme : tables rondes sur les sciences citoyennes, les politiques publiques et le rôle des syndicats en France.

53040335

02

**SOCIÉTÉ**

## Le troc se réinvente

Troquer un DVD, des jeux vidéo ou des vêtements est devenu monnaie courante. Avec la démocratisation de l'économie solidaire, de nouveaux systèmes de trocs, plus originaux, ont vu le jour en France. Graines de troc, par exemple, propose d'échanger ses graines de plantes entre amateurs de jardinage. L'échange se fait par courrier grâce à un système de jetons. Pour sa part, Troc de presse permet de donner et d'échanger des journaux et des magazines avec ses voisins, via les boîtes aux lettres. Après l'inscrip-

tion gratuite sur le site, un indicateur met en avant les membres inscrits situés à proximité de votre domicile. Enfin, l'Accorderie propose un concept différent : le troc de services. Pour « favoriser la mixité sociale et lutter contre la précarité », explique Alain Philippe, président de la branche française de l'Accorderie, chaque membre met à disposition ses compétences. Une heure de service offerte vaut une heure de service reçue que les « accordeurs » peuvent changer avec des « chèques-temps ». ■ M. M.

## Petit déjeuner social au Café de la Paix à Paris

Christophe Laure, Satya Oblet, Francine Leca et Inès de la Fressange (de gauche à droite) étaient présents au premier petit-déjeuner solidaire au Café de la Paix, organisé par l'association Mécénat Chirurgie Cardiaque. L'opération se poursuit jusqu'au 23 mai.



R. Blomme

**COMMERCE ÉQUITABLE** Le leader du secteur crée la polémique

## Max Havelaar, label affaire

Margaux Bourdin, Marine Wernimont

**D**es barres chocolatées Twix «commerce équitable»? C'est la promesse du label lancé en janvier par le leader du secteur, Max Havelaar. Jusqu'alors, les produits devaient comporter au moins 20 % d'ingrédients issus du commerce équitable pour obtenir la labellisation. Désormais, un ingrédient suffit (sucre, cacao ou coton) pour recevoir le nouveau sigle FSP (programme d'approvisionnement *fairtrade*). Un dispositif déjà adopté par l'Allemagne, le Japon et la Suisse. En France, le label devrait débarquer l'année prochaine.

### Un label qui divise

La stratégie vise à élargir les débouchés des petits producteurs sur le marché mondial. «Le commerce équitable a de vrais effets positifs, mais les producteurs n'ont pas suffisamment accès au marché», déplore Marc Blanchard, directeur général de Max Havelaar France. Le label FSP vise à d'augmenter de 30 à 70 % la part de production vendue au commerce équitable. Dix entreprises internationales commercialisent déjà des produits étiquetés FSP. «Grâce à cet engagement, 1,280 million d'euros a pu être versé aux coopératives agricoles en



Pour Max Havelaar, les petits producteurs n'ont pas assez accès au marché.

2014 pour les aider à se développer», souligne le directeur général.

Mais pour certains partenaires de Max Havelaar, ce nouveau label n'est pas acceptable, car il ne répond pas aux critères du commerce équitable.

«Il affaiblit les exigences et remet en cause la règle d'or: tout ce qui peut être équitable dans un produit doit l'être», explique Gérald Godreuil, président de la fédération Artisans du Monde. «Ces nouveaux labels vont concurrencer des démarches 100 % équitables. Et il y a un risque de perte de lisibilité pour le consommateur», ajoute-t-il. Pour Marc Blanchard, ces critiques sont injustes: «L'innovation est là pour inciter les entreprises à acheter des ingrédients de meilleure qualité, dans le respect des producteurs et de l'environnement, conformément au cahier des charges».

### Les Français fidèles au commerce éthique

Les Français sont les 3<sup>es</sup> plus gros consommateurs de produits issus du commerce équitable, avec une moyenne de 4 achats par an. 95 % de ces produits labellisés sont commercialisés par Max Havelaar. L'année dernière, ses ventes ont atteint 355 millions d'euros soit une hausse de 9 % en un an contre 0,8 % dans le commerce classique. Une consommation de produits éthiques qui devrait être renforcée par l'arrivée du label FSP en 2015.

### HUMANITAIRE

## Très cher volontariat

Être volontaire peut s'avérer ruineux. Pour éviter les arnaques, il faut bien sélectionner l'organisme avec lequel on compte partir. En Afrique de l'Ouest, au Togo par exemple, une mission de volontariat d'un mois peut varier entre 150 et 2000€. Prévoir ainsi jusqu'à 1955 € pour quatre semaines de stage à Lomé, la capitale, avec l'organisme privé Projects abroad, sans compter le billet d'avion.

La marge est importante, le montant des frais d'hébergement et de nourriture pour un mois sur place, est de 150

à 200 euros seulement. Nuits chez l'habitant, approvisionnements au marché, missions auprès de professionnels du secteur... Mieux vaut privilégier un projet qui bénéficie directement à l'économie locale. Les conseils de l'association Service volontaire international pour bien choisir son organisme? Se méfier des missions trop onéreuses et vérifier que les sites n'abusent pas du mot «humanitaire», un terme qui ne correspondrait pas toujours à la réalité des missions sur place.

O. L.

### CONSOMMATION

## Qui achète équitable?

Assidu ou ponctuel? Une étude réalisée par Max Havelaar distingue 4 types d'amateurs de produits issus du commerce équitable. Le «bio-citoyen», citadin et aisé, se méfie des marques et achète selon des critères éthiques et environnementaux. «L'hédoniste», lui, est prêt à payer plus cher pour des produits de qualité. On trouve aussi «l'inquiet», en quête d'informations sur les produits, ou encore «l'influçable». Ce dernier achète équitable de temps à autre, «parce que ça fait bien».

O. L.

### LE CHIFFRE

# 320 923

tonnes de bananes «commerce équitable» ont été vendues dans le monde en 2012. Il s'agit du produit le plus consommé de ce marché.

## 20 SECONDES

### ÉNERGIE

## Une économie durable coûteuse

44 000 milliards de dollars d'investissements seront nécessaires pour développer les énergies renouvelables et lutter contre le réchauffement climatique. C'est ce qu'a annoncé, lundi 12 mai, l'agence internationale de l'énergie (AIE) qui prévoit 115 000 milliards de dollars d'économies grâce à la transition énergétique.

### ZOOLOGIE

## Des crottes de pandas pour chauffer le zoo

Le parc zoologique de Beauval (Loir-et-Cher) a lancé son usine de méthanisation le 15 mai dernier. C'est la première usine alimentée par le fumier et les déchets végétaux. Elle permet de chauffer les zones réservées aux gorilles et aux éléphants.



Les sites de bénévolat international se multiplient.

## 20 SECONDES

## ESPAGNE

## Une île qui fonctionne grâce aux vents

A partir du mois de juin, El Hierro, la plus petite île de l'archipel des Canaries, sera la première à subvenir de manière autonome à ses besoins énergétiques. Une centrale hydraulique et cinq éoliennes alimenteront en alternance les 10 000 habitants en électricité.

## CULTURE

## Une exposition sur l'urbanisme de l'avenir

Comment imiter la nature pour construire les villes de demain ? Du 16 au 23 mai, le « biomimétisme » s'expose à Vellizy-Villacoublay (78). Des sites urbains peu gourmands en énergie, des immeubles intelligents et connectés, une mobilité bio-inspirée... Exposition et projections au théâtre de l'Onde.

## CROWDFUNDING

## La recherche financée par le grand public

DaVinciCrowd est une plateforme de financement participatif dédiée à la recherche scientifique, lancée en septembre 2013. Pour Max Anghilante, directeur de l'Institut français des fondations de la recherche et de l'enseignement supérieur, DaVinciCrowd est une manne. Son but : faire participer la société civile et augmenter les dons provenant des entreprises.

« Elles ne sont pas naturellement philanthropes, mais elles peuvent l'être », explique-t-il. Selon lui, le secteur privé agit en cohérence avec les intérêts de la population. « Si les clients s'intéressent à l'écologie, les entreprises aussi. », Jean-Baptiste Mollet, président de la Fondation du Souffle (qui lutte contre les maladies respiratoires), approuve le choix de se tourner vers le grand public : « Mais la collecte de dons sur le web n'est pas encore efficace en France. Elle ne représente que 5 % des donations. » Sur les 15 000 € dont sa fondation avait besoin, seul un millier a été recueilli. ■ M. D.

PRATIQUE Des alternatives pour les particuliers existent

## L'énergie « fait maison »

Margot Madesclaire

**A** lors que le gouvernement investit dans de nouveaux parcs éoliens, quelles sont les solutions, à notre échelle, pour fabriquer de l'énergie ?

► **Le soleil : un four naturel.** Cuire ses plats grâce aux rayons du soleil ? Les idées se multiplient sur internet pour construire son four soi-même, comme *solarcooking.org*. Pour les paresseux, des marques proposent des fours solaires et des recettes de « cuisine solaire » existent !

► **Les excréments énergie.** Placée dans un réceptacle fermé, la matière y est brassée et produit du méthane, qui va constituer du biogaz. Toutes les matières organiques peuvent être utilisées : les excréments, le fumier, les

légumes... L'initiative est répandue en Chine et au Rwanda, qui éclaire la moitié de ses prisons grâce à ce système. En 2010, la société anglaise Genecco a sorti une voiture roulant avec des excréments. Vous pouvez installer ce type de mécanisme vous-même, mais le plus simple est de se tourner vers une entreprise.

► **Du vent sur ma maison.** Être payé par EDF, c'est possible, avec une éolienne sur son toit ! En cas de surplus de production d'énergie, EDF ou un autre distributeur la rachète. Le matériel représente un investissement : entre 8 000 et 25 000 €, mais l'Etat peut fournir une aide. Avec un crédit d'impôt de 32 % accordé pour toute construction d'éolienne chez soi, cette initiative allie économies et écologie.

► **Huile de chauffage.** On peut chauffer sa maison à moindre coût avec de

l'huile végétale ou de l'huile de friture usagée. Il faut toutefois installer un mécanisme spécifique sur sa chaudière pour éviter l'encrassement.

► **Le soleil, photovoltaïquement.** On ne présente plus les panneaux solaires, qui, posés sur le toit des maisons, produisent de l'électricité grâce au soleil. Là aussi, un crédit d'impôt de 11 % permet de rentabiliser rapidement l'investissement. ■

## Soutien de l'Etat

La loi oblige les fournisseurs d'énergie à aider les particuliers dans leurs travaux de rénovation énergétique. Mais la complexité du système n'incite pas les gens à solliciter cette aide qui varie de 300 à 600 €.

## SANTÉ

## Un chalet médicalisé pour être senior en sa demeure



Compter un délai de 6 semaines pour la livraison d'un chalet médicalisé.

**Trouver une solution pour prendre en charge les personnes âgées** en perte d'autonomie, c'est l'objectif de Senior Cottage. Afin de les maintenir à domicile, la société propose d'installer dans le jardin des proches des maisonnettes médicalisées. La première installation en France a été réalisée il y a quelques mois dans le Vaucluse. En vente à partir

de 48 000 €, ou à la location pour 800 € par mois, le chalet est adapté aux soins médicaux. Plusieurs surfaces sont disponibles. Jusqu'à 70 m<sup>2</sup> pour accueillir deux personnes. « Nous recherchons auprès des prestataires un matériel de pointe en s'appuyant sur les « gérontechnologies » Le personnel médical peut ainsi travailler dans d'excellentes conditions », explique Marc Saillon,

cofondateur de Senior Cottage. Lit avec potence et barrières latérales, douche à l'italienne avec rampe et sol antidérapant ou même un chemin lumineux composent le mobilier intérieur. Il y a également un catalogue d'options payantes, parmi lesquelles figurent un fauteuil motorisé sur rails, un sol anti-fracture ou un détecteur de chute. ■ J. B.

**RECRUTEMENT** L'économie sociale et solidaire offre 3 fois plus d'emplois que l'économie classique

## Des postes aux profils très divers

Marie Aubazac

L'économie sociale et solidaire (ESS) peut-elle jouer un rôle dans la lutte contre le chômage ? En dix ans, le nombre d'emplois dans les entreprises de ce secteur a augmenté de 23 %, contre 7 % dans l'économie classique.

Le secteur médico-social représente près de la moitié des emplois de l'ESS. C'est aussi celui dans lequel on recrute le plus.

**114 000 postes pour les jeunes peu ou pas qualifiés**

Les offres d'emploi sont nombreuses dans les fonctions support : administratifs, comptabilité ou encore développement web.

« Chez nous, ces fonctions représentent une cinquantaine de recrute-

ments par trimestre », explique Albane Ancelin, directrice de la division Public&Parapublic pour le cabinet de recrutement Page Personnel.

L'économie sociale et solidaire a l'avantage d'être un secteur où un diplôme n'est pas obligatoire. Des entreprises d'insertion dans les secteurs du bâtiment et de la restauration recrutent les moins qualifiés et les chômeurs de longue durée.

Par ailleurs, le secteur se professionnalisant, les diplômés ont un accès privilégié aux postes de direction.

En 2013, un rapport du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie évaluait à 114 000 le nombre d'embauches potentielles par an de jeunes peu ou pas qualifiés, dans le secteur de l'ESS. Et pour ceux qui souhaiteraient s'orienter après le baccalauréat vers ces métiers, un nouveau diplôme vient de voir le jour : le BTS « Conseiller en économie sociale et familiale ». ■



Danielle Stephens / I/PJ

En dix ans, le nombre d'emplois dans l'ESS a augmenté de 23 %.

### ORIENTATION

## Ces salariés qui sont arrivés là par hasard

Le secteur fait rêver et, pourtant, nombreux sont les salariés de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui ne sont pas là par conviction. On les surnomme les « pourquoi pas ». « Ce sont des gens comme les autres qui cherchent du boulot », analyse Guillaume Chocteau, délégué général de Ressources Solidaires, une association spécialisée dans l'emploi et la sensibilisation à l'ESS.

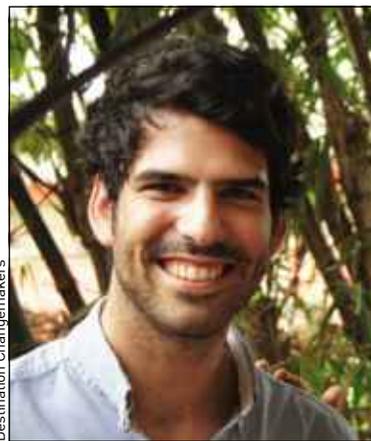
« Comme la majorité des postes de ce secteur concerne des métiers très classiques, ils se retrouvent face à une offre et la prennent », poursuit-il. Cela s'explique notamment par une mutation du monde associatif, avec de plus en plus « d'entreprises associatives », dissociées de l'Etat, mais qui mettent en œuvre des politiques publiques. Ces structures intègrent des salariés qui ne défendent pas forcément les valeurs de l'ESS. Selon Guillaume Chocteau, les « pourquoi pas » seraient majoritaires, mais aucun chiffre n'existe pour s'en assurer. ■ G. D.-B.

### MATTHIEU DARDAILLON / FORMATION

## « Associer des valeurs à la logique d'entreprise »

Matthieu Dardaillon est étudiant à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP) Europe. Convaincu qu'il est possible de mêler efficacité entrepreneuriale et action sociale, il vient de créer Ticket for Change, une entreprise qui incite les jeunes à « entreprendre autrement ».

**Est-ce nécessaire pour les jeunes**



Matthieu Dardaillon, étudiant et déjà entrepreneur.

**entrepreneurs de se former à l'économie sociale et solidaire ?**

C'est très important car cette économie se développe. Mais ces formations arrivent trop tard. A l'ESCP, on ne l'aborde qu'en troisième année et au terme d'une spécialisation.

**Est-ce à l'ESCP que vous avez développé votre intérêt pour l'économie sociale ?**

Non. C'est avec un ami. On était frustrés de ne pas pouvoir associer certaines valeurs à la logique d'entreprise. On a pris une année de césure pour travailler avec des entrepreneurs sociaux de pays émergents. C'est en Inde que j'ai eu l'idée de créer Ticket for Change.

**En quoi consiste ce nouveau projet ?**

On sélectionne 50 jeunes pour un tour de France de dix jours : ils rencontreront des pionniers de l'entrepreneuriat social. Parmi eux, un dirigeant de Danone ou la fondatrice du service civique. Ce projet a été inspiré par le « Jagriti Yatra », un tour de l'Inde en train auquel j'ai participé. ■

Propos recueillis par L. D.

## 20 SECONDES

### JOB DATING

**Un apéritif pour se constituer un réseau**

Le Centre des jeunes, des dirigeants et des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), organise un « slow apéro », mardi 20 mai à 19 h, au Café Monde et Médias, à Paris. Une fois par mois, ces événements permettent aux demandeurs d'emploi de rencontrer des recruteurs du secteur de l'ESS.

### ENTREPRENEURIAT

**Savoir gérer sa propre association**

La Chambre des associations du Val-de-Marne (94) propose une formation à la gestion associative. Elle est organisée du 19 au 24 mai à Saint-Maur-des-Fossés. L'objectif de cette session est de donner les moyens aux participants de se lancer dans leur projet associatif.

## 20 SECONDES

## ROYAUME-UNI

## Une maison à 180 €

Près d'Oxford, en Angleterre, un ingénieur agriculteur a construit seul sa maison pour 180 €. Des travaux qui ont duré huit mois pendant lesquels il l'a fabriquée à partir de bois, de paille, de fumier et d'argile. Résultat : un pavillon de 300m<sup>2</sup>... Sans eau, sans gaz, ni électricité.

## FRANCE

## Paris appelle aux projets participatifs

La Capitale va lancer un appel à projets en faveur de l'habitat participatif à partir du 26 mai. Trois parcelles ont été choisies par la municipalité, dans les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, pour accueillir ces immeubles d'un nouveau genre. Ces derniers devront faire la part belle à la mixité sociale, à l'innovation économique et écologique.

## ÉCO-QUARTIERS

## Pour vivre heureux, vivons groupés

«Partager quoi et pourquoi?» C'est la question qui s'est posée à Eric, Céline et aux membres des six autres foyers participant au projet d'habitat groupé de l'Île-Saint-Denis. Fin 2016, ils seront dix-huit ménages, de la famille monoparentale en passant par le couple de seniors, à partager leur immeuble au cœur de cet éco-quartier. Un logement individuel, mais des espaces communs pour partager des services et des équipements.

Certains veulent un congélateur collectif, Céline souhaiterait partager un «cloud», un espace de stockage numérique. Tous réclament une bibliothèque. Et pour les prises de décisions, chaque foyer dispose d'une voix. L'expromoteur immobilier Radia Enckell, aujourd'hui «promoteur de courtoisie urbaine», guide les futurs habitants dans leurs démarches. «L'idée n'est pas de créer des amitiés, mais de retrouver un voisinage d'antan, un voisinage digne de confiance et source de lien social.» ■ **M. W.**

PARIS Les meublés touristiques dans le viseur de la municipalité

## Halte aux abus de location

Jérôme Santo-Gammaire

«A Paris, il existe 30 000 meublés touristiques et dans 70 % des cas, le logement n'a pas fait l'objet d'une demande de régularisation.» Ian Brossat, le tout nouvel adjoint au maire en charge du logement, ne mâche pas ses mots : il veut mettre de l'ordre dans la location des meublés de tourisme. Le secteur est en pleine expansion. Des sites spécialisés comme Airbnb ou BedyCasa séduisent de plus en plus de propriétaires et de voyageurs, attirés par des tarifs moins élevés que ceux d'une chambre d'hôtel.

## Six condamnations en 2013

Les hôteliers dénoncent cette concurrence déloyale. Un problème partiellement pris en compte par la loi pour

l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur), promulguée le 26 mars dernier.

Les pouvoirs publics veulent maintenant aller plus loin en traquant les fraudeurs. «Notre problème, ce sont surtout les multipropriétaires qui mettent leur résidence secondaire à l'année sur ce type de site», précise Ian Brossat. En ne déclarant pas leurs revenus, beaucoup fraudent le fisc, notamment dans les grandes villes où une demande en mairie est obligatoire pour les logements loués plus de quatre mois par an.

## « Ces meublés touristiques doivent faire le ménage »

La loi Alur (mise en conformité des logements pour une location saine et juste) prévoit d'étendre les pouvoirs des contrôleurs qui peuvent désor-

mais entrer dans le logement pour détecter plus facilement les meublés touristiques illégaux. En 2013, seulement six condamnations ont été prononcées. «J'en appelle à la responsabilité de ces sites pour qu'ils fassent le ménage, clame l'adjoint. Pour l'instant, Airbnb fait signer une déclaration sur l'honneur, c'est un peu léger.» Il a prévu de rencontrer l'équipe du site dans les prochaines semaines. ■

## Airbnb répond

Contacté à ce sujet, Airbnb affirme que 83 % de leurs hôtes parisiens louent uniquement leur habitation principale. «Nous rappelons régulièrement à nos membres leurs droits et leurs devoirs», insiste Airbnb.

## ALTERNATIF

Tiny House: vivre dans 10 m<sup>2</sup> pour 18 000 €

Les habitants de Fougères ont pu admirer une Tiny House présentée par une candidate aux dernières municipales.

La Tiny House, ou micro-maison, fait 10 ou 11 m<sup>2</sup> au sol et peut aller jusqu'à 20 m<sup>2</sup> avec une mezzanine. Le concept s'est développé aux Etats-Unis après l'ouragan Katrina. Il se développe en France depuis un an. En fonction des constructeurs, une micro-maison coûte entre 18 000 et 35 000 €. C'est un petit logement écologique, placé sur remorque et déplaçable à souhait. «Ce

n'est pas une construction fixe, donc elle peut être placée sur un terrain privé non constructible», explique Patricia Gressent, qui s'est présentée aux municipales à Fougères, en Ille-et-Vilaine.

«Cette micro-maison peut être une solution pour résoudre les problèmes d'habitat précaire ou promouvoir le tourisme durable», ajoute-t-elle, en-

thousiaste. Restaurateur dans une commune du Pas-de-Calais, Baptiste Gosselin possède une micro-maison dans son jardin, qu'il a transformée en chambre d'hôtes. Il l'a achetée auprès d'Alter Ec'Home, l'une des rares entreprises françaises qui en fabriquent. «Il n'y a aucune fondation, donc si j'arrête mon activité, je n'ai pas abîmé mon terrain» se réjouit-il. ■ **M. D.**



L. Hidalgo / Flickr

Le cinéma à la demande est présenté pour la première fois au festival de Cannes au sein du pavillon Next.

**CINÉMA** Lier les salles et les spectateurs pour plus de diversité culturelle

## Programmer sa séance en quelques clics

Lucie Bras

**F**aire programmer collectivement un film qui n'aurait jamais été à l'affiche du cinéma du quartier, c'est possible. L'initiative est originale et elle tend à réinventer la pratique du cinéma et à anticiper les mutations du secteur. Pour la première fois, ce principe de séance à la demande est présenté au festival de Cannes au sein du pavillon Next.

### A la demande

Via une plateforme, le spectateur crée lui-même sa séance en choisissant un film parmi une sélection et un horaire, puis s'il y a assez d'inscriptions pour

la séance, le film est programmé dans un des cinémas partenaires de l'opération. Le tarif reste le même que celui d'une place de cinéma classique. Une manière pour les petites villes et les zones rurales de donner une chance à la diversité culturelle.

### Difficultés financières

Le producteur Tom Dercourt a fondé la Septième Salle, plateforme qui agrège une centaine de salles de cinéma en France. Un «ciné-club 2.0», selon lui: «On a beaucoup de spectateurs très frustrés d'entendre parler de films qu'ils ne verront jamais dans leur salle de cinéma locale.»

Dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris,

Victor Bournerias a inscrit son cinéma indépendant Grand Action, sur la plateforme de cinéma à la demande, I like cinéma. Il se félicite de cette expérience qui rapproche les gens: «Il y a même des discussions spontanées après les films entre les participants.» Mais si le public est au rendez-vous dans les zones rurales, les séances à la demande restent assez marginales. En cause, la faible rentabilité de la pratique, selon Tom Dercourt: «On prend 10% sur le prix d'un ticket, et ça ne suffit pas à nous faire gagner de l'argent.» Il compte sur le festival de Cannes, pour faire médiatiser l'initiative auprès des professionnels du secteur. ■

### DVD

## Quatre longs-métrages pour une autre économie

**Les réalisateurs n'hésitent pas à dénoncer les dérives du capitalisme.**

► **«Cosmopolis.»** La journée chaotique d'un trader new-yorkais. Le film de David Cronenberg illustre la chute du capitalisme mondial.

► **«It's a Free World.»** Dans ce film de Ken Loach de 2007, deux jeunes

femmes fauchées se lancent dans l'exploitation de travailleurs immigrés. Paroxysme glaçant des dérives du capitalisme.

► **«Pierre Rabhi, au nom de la terre.»** En 2013, Marie-Dominique Dhelsing relate le combat du paysan écologiste Pierre Rabhi pour qui l'hu-

main et la nature doivent revenir au cœur de la société.

► **«Time Out.»** Andrew Niccol livre un film futuriste où la monnaie se compte en secondes, minutes et heures. En guise de salaire, les travailleurs amassent du temps de vie supplémentaire. ■ **N. F.**

### CONSOMMATION

## «Paris» risqué pour les paniers culturels

**Livres, spectacles, concerts... Les «paniers culturels» se lancent à Paris, après s'être multipliés en France. Sur le modèle des Amap (paniers bio solidaires), des associations «récoltent» les œuvres d'artistes locaux et les répartissent dans des pochettes surprises commandées à l'avance et vendues entre 30 et 40€. L'objectif? Valoriser et mieux rémunérer les artistes.**

L'association, Ca va commencer, a lancé son panier à Paris le 5 mai. Les créatrices sont «très satisfaites» d'en avoir vendu 22 et espèrent élargir leur public. Mais les clients peuvent être frileux à l'idée d'acheter un contenu qu'ils n'ont pas choisi. A Strasbourg, le panier du Hall des chars compte 10 abonnés au lieu des 30 attendus.

A Lille, l'idée séduit «grâce au réseau de proximité», selon l'association Kilti, qui va lancer le concept à Paris en juin. «La capitale, c'est plus compliqué, mais c'est possible», assure Garance, en charge du projet. ■ **E. V.**

## 20 SECONDES

### ÉVÈNEMENT

#### Le festival Irruption revient du 13 au 15 juin

Le festival pluridisciplinaire Irruption, financé par le site de crowdfunding KissKissBankBank, revient du 13 au 15 juin à Paris. Entièrement gratuit, il se tiendra dans le parc de Belleville et sur le belvédère. Au programme: concerts, danse, expos et théâtre.

### INTERNATIONAL

#### Le Québec s'inspire de l'ESS française

Une délégation québécoise sera accueillie le 21 mai en Poitou-Charentes pour s'inspirer de l'économie sociale et solidaire dans la culture en France. Des rencontres avec la télévision participative Marennes Oléron TV et l'association Plus2on, qui organise des concerts, sont prévues.

## 20 SECONDES

## FESTIVAL

**Le festival Maker Faire s'invite à Paris**

Paris accueillera pour la première fois le festival Maker Faire les 21 et 22 juin au Cent Quatre, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. L'événement international regroupe les adeptes des technologies et du Do It Yourself. Le public sera invité à découvrir la robotique, l'impression 3D, ou encore les jeux vidéo.

## VIE URBAINE

**Pour des potagers dans les rues**

Natureparif organise les Ateliers d'été de l'agriculture urbaine et de la biodiversité en Ile-de-France du 30 juin au 2 juillet 2014. Les conférences, tables rondes et visites sur des lieux d'expérimentation seront dédiées à la culture de comestibles en ville.

## ÉCHANGES

**Bons plans entre particuliers**

Trois sites internet innovants permettent d'échanger œuvres, livres et vêtements.

► **Miser sur les deux tableaux.** Huile sur toile ou aquarelle: le particulier choisit la toile qui lui plaît sur le site de Prêt d'art. L'artiste se fait connaître et le bénéficiaire détient gratuitement le tableau pendant un an.

[www.pretdart.com](http://www.pretdart.com)

► **Laisser un livre à son prochain.** Le lecteur étiquette son livre. Il l'abandonne ensuite dans la nature jusqu'à ce qu'un autre lecteur le trouve. Ce dernier peut alors signaler le livre sur le site et le partager à nouveau.

[www.bookcrossing.com](http://www.bookcrossing.com)

► **Garde-robe glamour à louer.** Envie d'une nouvelle robe pour une soirée ? Rentez-vous organise des rencontres où les membres proposent leurs vêtements en location pour un mois. Les locataires doivent restituer les vêtements dans les pressings partenaires de l'opération.

[www.rentez-vous.com](http://www.rentez-vous.com) ■

M. V.

**FINANCEMENT** Le site Tipeee veut aider la création artistique sur le web

**Un pourboire pour artistes**

Marie Gicquel

**R**ien à voir avec la maison des Indiens. Le site Tipeee propose une nouvelle formule de crowdfunding. Tiper (tip signifie pourboire en anglais), c'est comme donner quelques pièces à un serveur ou à une chanteuse. Sauf qu'ici, tout se fait virtuellement.

Le site propose aux donateurs d'accompagner leurs artistes sur la durée. Les «tipers» choisissent ainsi une somme (1 € minimum) à verser à leurs artistes pour chaque œuvre postée. L'initiative agrandit donc la famille du crowdfunding, tout en tentant de se démarquer. «Nous, nous voulons financer la création sur le web. Les autres sites de crowdfunding sont pleins de projets dont la vocation est

de financer une initiative dans la vie réelle, donc ils ont forcément une image moins digitale. », explique Michael Goldman, président de Tipeee. Pour lui, le principe des pourboires est un outil durable: «Il fait partie des relations humaines depuis la nuit des temps».

**Internauteurs producteurs**

Benzaie, réalisateur d'une web-série, touche près de 200 € par vidéo. «La somme entre dans le cadre de mon chiffre d'affaires, qui va me servir à régler des frais (matériels, déplacement, etc). Ce n'est pas un salaire, c'est plutôt comme un budget alloué à ma série.»

La rémunération apparaît alors fragile pour l'artiste: «Si le résultat déplaît aux donateurs, un simple clic

peut annuler leur investissement.» Les tipers deviennent les producteurs de la web-série. 40 000 € ont déjà été générés par les «tips». En contrepartie, l'artiste est invité à envoyer des cadeaux aux donateurs. Pour Benzaie, il s'agit de dessins dédiés. Quant à Tipeee, le site récupère une commission de 8 % à chaque collecte réalisée. ■

**Le crowdfunding**

**Né aux Etats-Unis, le crowdfunding (financement participatif) apparaît en France en 2007 avec My Major Company. Il permet aux artistes de trouver des fonds auprès du public. La chanson «Toi + Moi» de Grégoire a par exemple été financée comme ça.**

**DESIGN** Penser des objets réutilisables dès leur conception

**Avec l'upcycling, tout se transforme**

P. Verger / Wiithaa

Un lustre de 7 mètres fait entièrement de matériaux recyclables.

**Donner plusieurs vies aux objets, c'est le concept de l'upcycling.** Certains en ont même fait leur métier, à l'image de Briec Saffré, l'un des co-fondateurs de Wiithaa, une agence de design chargée de conseiller les entreprises pour valoriser leurs déchets. Wiithaa est installée à Montreuil, depuis 2012: «On veut sortir du jetable pour aller vers une qualité durable, bénéfique à tous», explique l'entrepreneur.

**Du «fun» dans les déchets**

«Des designers viennent d'inventer un emballage qui se mange !», se réjouit Briec Saffré. Autre solution pour limiter les déchets: concevoir en amont des objets entièrement réutilisables. Les réalisations de Wiithaa s'inscrivent d'ailleurs dans cette lignée, comme leur lustre créé pour le centre commercial Quartz dans les Hauts-de-Seine. Des ficelles aux socles, chaque partie est conçue pour être recyclée.

Avec un peu de créativité, tous les vieux objets délaissés peuvent aussi gagner en valeur: ustensiles de mode, de décoration... Un brin militants, les adeptes de l'upcycling entendent combattre la pollution et le gâchis. Ils sont de plus en plus nombreux, selon Briec Saffré: «Avec la crise, les gens se sont mis à upcycler. Un peu de récup' et d'imagination permettent de faire mieux qu'Ikéa». ■

M. G.

**LIVRES** Romans, essais et manuels: les ouvrages sur l'utilité sociale

## Cinq lectures alternatives

Nicolas Flon

L'économie sociale et solidaire (ESS) fait couler de l'encre. Cinq ouvrages pour trouver sa voie.

► **Le petit nouveau: « Stratégie et financement des entreprises sociales et solidaires ».** Le livre s'adresse aux amateurs comme aux professionnels. Amandine Barthélémy, Sophie Keller et Romain Slitine décryptent les mécanismes de l'ESS.  
*Editions Rue de l'Echiquier, 15 mai 2014, 25 €.*

► **Le léger: « Et puis Paulette ».** Raconter l'histoire d'une cohabitation intergénérationnelle dans une ferme pour prôner la solidarité, c'est la démarche de Barbara Constantine.  
*Editions Calmann-Lévy, janvier 2012, 15,50 €.*

► **Le terre à terre: « L'économie sociale et solidaire: de l'utopie aux pratiques ».** Matthieu Hély et Pascale Moulevrier déconstruisent tout ce qu'on connaît de l'ESS et soulèvent les difficultés rencontrées par ses acteurs. Une prise de recul critique pour identifier ce qui relève du mythe et de la réalité dans cette nouvelle économie.  
*Editions La dispute, avril 2013, 15 €.*

► **Le philosophe: « Vers la sobriété heureuse ».** Il faut se satisfaire du nécessaire. Agro-écologiste en chef, le paysan Pierre Rabhi porte un regard critique sur l'économie capitaliste. Un peu de philosophie pour comprendre la nécessité d'une croissance limitée et plus humaine.  
*Editions Actes Sud, avril 2010, 15,30 €.*

► **L'inattendu: « L'économie selon la Bible ».** Faire du neuf avec du vieux, c'est le pari de Richard Sitbon. Pour l'économiste, la Bible est porteuse d'un modèle de développement basé sur une meilleure coopération entre les hommes. C'est le « solidarisme ». Et si l'ESS s'était inspirée de l'Ancien Testament et du Talmud ?  
*Editions Eyrolles, mars 2013, 14 €.* ■

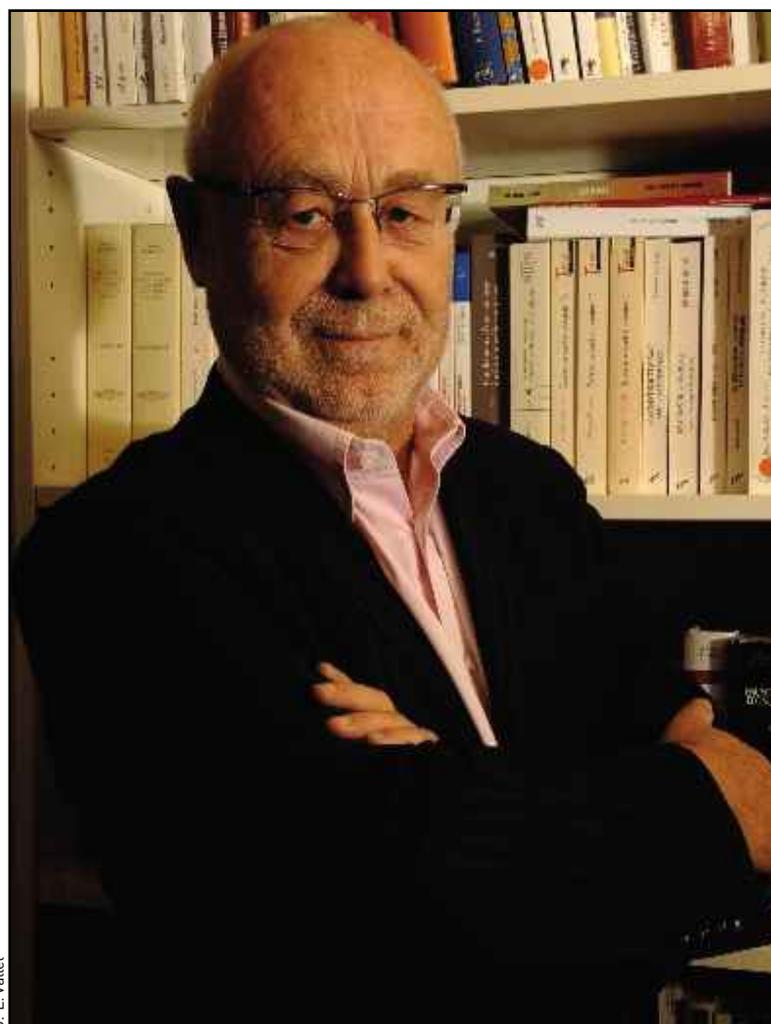
### Du côté des enfants

**Voyages au pays du recyclage d'Elisabeth de Lambilly. Un trajet dans un camion à ordures et des illustrations pour emprunter le chemin de la solidarité!**

*Editions La Martinière Jeunesse, août 2012, 10 €.*

**PHILIPPE FRÉMEAUX** Il relativise le rôle de l'économie sociale et solidaire

## « Entreprendre ce n'est pas que chercher le profit »



P. Frémeaux, auteur de « La nouvelle alternative ? » (éd. Les Petits Matins).

Pour le journaliste, ancien rédacteur en chef du magazine Alternatives économiques, il est impossible de se passer du capitalisme.

**Dans votre livre (paru le 2 mai), vous affirmez que l'économie sociale et solidaire (ESS) n'a pas vocation à remplacer le capitalisme...**

Oui, car on ne saurait se passer de tout un pan de la production capitaliste. Mais certains services ne sont pas produits par le marché. L'économie solidaire permet de les rendre accessibles à tous, sans finalité marchande. L'envie d'entreprendre n'est pas seulement chercher le profit.

**La loi sur l'ESS va-t-elle dans le bon sens ?**

Elle va permettre d'améliorer le quotidien des structures solidaires en facilitant les démarches. Le risque, c'est que l'emploi associatif souffre des restrictions budgétaires publiques.

**Quel message voulez-vous adresser aux professionnels du secteur ?**

Arrêtons de nous présenter comme extraordinaires et unis autour d'une cause commune ! Il y a de nombreuses conceptions politiques de cette économie. Le secteur doit accompagner les changements de notre société comme il a pu le faire avec l'agriculture biologique ou les énergies renouvelables. ■ *Propos recueillis par Nacim Chikh*

20 SECONDES

### PARTAGE

#### Recycler ses vieux livres

Pourquoi laisser ses vieux livres au placard quand d'autres peuvent en bénéficier ? Le site Bookmooch propose à ses utilisateurs de les échanger : l'usager reçoit un point dès qu'il donne un ouvrage. Avec les points accumulés, il pourra à son tour recevoir un livre d'occasion.

### ÉCONOMIE

#### Le capitalisme contre les alternatives ?

« Il y a une hostilité naturelle du capitalisme qui freine les projets d'économie sociale et solidaire. Et ceux qui marchent se font souvent annexer par le système traditionnel ». Cette phrase est de Paul Jorion, auteur de l'ouvrage « Penser l'économie autrement », à paraître en septembre prochain.

### LITTÉRATURE

## Une voix pour les livres et pour les autres

**Les « donneurs de voix » seront mis à l'honneur pour le festival du livre audio de Strasbourg du 22 au 24 mai.** Ex-directeur de banque, Guy Sancerres fait partie de ces prêteurs de voix depuis 15 ans. Il enregistre des livres audios destinés aux personnes aveugles ou malvoyantes : « Je suis un lecteur intarissable et je veux pouvoir faire profiter de la lecture ceux qui n'en ont pas les moyens », explique-t-il.

C'est un ami ophtalmologiste, attristé de voir ses patients perdre la vue, qui lui a donné l'idée de partager ses lectures. Depuis, Guy Sancerres a enregistré pas moins de 300 livres pour la Bibliothèque sonore de Paris, l'une des 115 structures créées par l'association « Donneurs de voix ». Romans, essais ou poésie, les œuvres qu'il choisit sont hétéroclites. Son prochain défi : enregistrer « Les Essais » de Montaigne avant la rentrée. « Au mois de septembre, j'aurai plié le troisième volume. » se félicite-il. ■ *M. V.*

**JEUX VIDÉO** Revendre des pièces d'or sur World of Warcraft peut rapporter gros

## Trafic réel d'objets virtuels

Nacim Chikh

**M**artin\*, alias Choya sur le web, n'a pas le profil classique du receleur. Il est grand, svelte et avenant, travaille dans une usine de la région parisienne. Personne ne se douterait qu'il gère un commerce virtuel illégal, aux revenus réels, bien que non déclarés.

Sur le jeu de rôle en ligne World of Warcraft, il revend les pièces d'or et les objets qu'il a accumulés. « J'ai découvert ça au lycée. J'utilisais un programme qui fait évoluer les personnages tout seul dans le jeu Diablo II. Je rentrais chez moi et je revendais tout sur un forum spécialisé. »

Dans des jeux où le prestige social passe par l'équipement, certains préfèrent tricher plutôt que passer des heures à arpenter les arènes. Et beaucoup sont prêts à payer pour gagner du temps. « Quand j'ai commencé à vendre des objets, je gagnais 60 € par

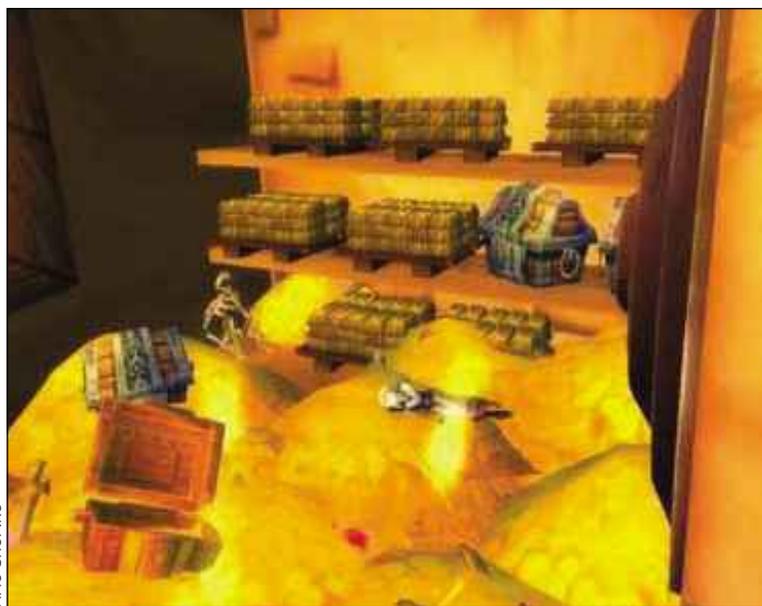
semaine. C'était de l'argent facile, alors j'ai installé un ordinateur dans mon grenier qui tournait toute la journée. Je suis monté à 200 € par semaine et j'ai pu économiser assez pour m'acheter ma première voiture. »

**« La concurrence des Chinois est féroce, ils ont fait chuter les prix. »**

Choya, vendeur d'or

Des pratiques traquées par Blizzard Entertainment, l'éditeur américain du jeu. « De temps en temps, il lance une vague de sanctions pour dissuader les joueurs d'acheter de l'or en ligne. Mais si Blizzard voulait vraiment mettre fin au phénomène, il établirait de vrais garde-fous », affirme Martin.

En attendant, ses affaires rapportent au pirate 400 € par mois, de quoi compléter son salaire de 2 000 €. Mais



MMO-SHOP.RU

10 000 pièces d'or de World of Warcraft s'échangent pour 7,5 € sur la toile.

cette activité, aussi juteuse soit-elle, devient de moins en moins rentable : « Pour gagner de l'argent, il faut y consacrer beaucoup plus de temps qu'avant. La concurrence des Chinois est féroce, ils ont fait chuter les prix. » Même virtuelle, sa petite entreprise connaît bien la crise. ■

\* Le prénom a été changé

### Un réseau mondial

World of Warcraft est un jeu de rôle massivement multijoueur, qui regroupe plus de 7 millions de joueurs payant chacun un abonnement d'environ 15 € par mois.

## 20 SECONDES

### TECHNOLOGIE

#### Une imprimante 3D pour chacun

L'entreprise Autodesk a décidé d'ouvrir la technologie de l'impression en relief à un plus grand public. L'opération, baptisée Spark, a pour but d'accélérer le développement du marché. Son principe : une plateforme ouverte afin que designers et développeurs de produits puissent facilement utiliser leur imprimante.

### RECUPÉRATION

#### Un ordinateur dans un jerrycan au Bénin

L'association Jerry Do It Together a assemblé, hier, un ordinateur fait de produits de récupération. But de l'opération : amener la technologie dans les pays africains. Une nouvelle étape après le Burkina, la Côte d'Ivoire, ou encore le Tchad.

### SMARTPHONE

## Des applications solidaires

Ces cinq applications gratuites permettent d'échanger des services entre citoyens depuis son smartphone.

► **Se rendre au travail en covoiturage.** L'application WayzUp permet de se joindre à des personnes qui souhaitent se rendre sur leur lieu de travail en covoiturage. Il est même possible de modifier ses préférences de trajet.

► **Une application à tout faire.** Achats, livraisons ou dépannages, Stootie aide à localiser les autres « stooters » proches de chez soi en cas de besoin. Elle permet à ses utilisateurs d'échanger services, conseils ou objets en temps réel.

► **Un « Wikipédia alimentaire ».** L'application collaborative Open food facts décrypte les étiquettes des produits de supermarché pour en révéler tous les secrets.

► **Sauver des vies grâce à une application.** En cas de problème, l'application mySoS de la Croix-Rouge alerte la police, le Samu, les pompiers et les proches du détenteur du smartphone.

Des anonymes de bonne volonté qui sont « prêts à faire preuve de solidarité en cas d'urgence » peuvent également rejoindre ce réseau d'anges gardiens.

► **Partager sa liste de courses pour gagner du temps.** L'appli Hop!Liste permet de gérer sa liste courses et de la partager avec des proches afin de ne rien oublier au moment d'arpenter les rayons. ■ *D. S. et E. B.*



Danielle Stephens/PJ

MySoS prévient les secours.

### LE CHIFFRE

## 7,5 MILLIONS

d'euros, c'est la somme récoltée par le projet Pebble, une montre connectée à Internet, grâce à la plateforme de financement Kickstarter. Un record de 2012 encore inégalé.

### CRÉATION

## Petit et financé sur Internet

Les jeux indépendants entrent dans la cour des grands. Face aux gros studios, comme le Français Ubisoft, les développeurs amateurs ont recours au système de financement précoce depuis quelques années.

« C'est une sorte de crowdfunding », résume Laurent Lechat, développeur français du jeu Planet Centauri. Comme lui, les créateurs commencent par vendre une version inachevée de leur jeu à prix réduit. Il sera amélioré au fil du temps, grâce à de nombreuses mises à jours. ■ *N.F.*

**RECETTE** Le vainqueur de Top Chef 2014, Pierre Augé, livre et commente ses secrets

# Des épluchures pour un plat ensoleillé

**Benjamin Derveaux**

**P**our réaliser ce «melon sur mousse de banane», il vous faut de la chair de melon ; des peaux de banane, de pomme, de pêche, de citron et d'orange ; 2 cuillères à soupe de mascarpone, autant de miel ; 100 g de crème liquide ; 140 g sucre en poudre ; 4 gousses de vanille ; 2 feuilles de gélatine et de la menthe fraîche.

› **Premiers pas.** Commencez par gratter l'intérieur des peaux de bananes et de 2 gousses de vanille. Une fois chair et graines récupérées, mélangez le tout à la crème liquide, au miel et au mascarpone «pour alléger la texture de la banane».

› **Préparer les sirops.** Dans une casserole, faites un sirop de vanille avec les gousses restantes, l'eau et le sucre en poudre. Puis, plongez-y les peaux de pêche pendant 30 secondes avant de les mettre au frigo. Versez un peu de sirop sur les lamelles de melon. Avec le reste du sirop, faites confire la peau des oranges pendant 4 minutes.

› **La gélatine entre en scène.** Faites bouillir les peaux de citron dans un autre sirop, cette fois sans vanille. Passez le tout au chinois étamine. Remettez le jus dans la casserole avec la gélatine, refroidie au préalable dans l'eau froide.



Dégustez le dessert que le vainqueur de l'édition 2014 avait présenté lors des demi-finales de l'émission.

› **Mettre en place les décors.** Mixez ce sirop avec 6 feuilles de menthe ciselées et badigeonnez généreusement les tranches de melon avec le mélange ainsi obtenu. Réservez-les au réfrigérateur. Pendant ce temps, préparez des croustillants de pomme en mettant les peaux au four pendant 35 minutes à 120°C.

› **L'heure du dressage.** Dernière étape et pas des moindres, le dressage de l'assiette. Cuillère à la main, placez harmonieusement sur le dessert les croustillants de pomme, ainsi que les feuilles de menthe fraîche qui, à en croire le vainqueur de Top chef 2014, «poussent comme de la mauvaise herbe»! ■

## Pour approfondir

Si vous cherchez d'autres recettes de cuisine circulaire, le livre de Lisa Casali, «Cuisiner mieux en jetant moins» (Larousse), propose plus de 120 mets pour une alimentation saine et sans gaspillage.

## RESTAURATION

### Des alternatives pour un repas pas comme les autres

**Trois endroits, trois budgets, un principe: manger différemment.**

› **Dans la rue.** «La convivialité contre le gâchis, la gratuité du recyclage et le plaisir de la musique.» Tel est le slogan de Disco Soupe. L'objectif: transformer des produits destinés à être jetés, en potages et autres salades de fruits. Un repas urbain, dans l'espace public, lors duquel chacun est invité à cuisiner et déguster en musique.

› **Chez les autres.** On pourrait croire à un remake d'«Un dîner presque parfait». Mais avec Cookening.com, les convives sélectionnent leur hôte.

Le site de «foodsurfing» propose aux internautes d'aller déguster chez l'habitant des plats «faits maison». L'hôte propose sur le site un apéro, un brunch ou un repas, fixe son prix et l'utilisateur choisit en fonction de ses goûts.

› **Au restaurant.** Avec Restolib.fr, tout le monde peut devenir chef pour un soir. La société propose aux restaurateurs de privatiser leur établissement lorsqu'il est fermé. Des particuliers y cuisinent et dégustent le repas de leur choix. Un budget plus important que celui des deux initiatives précédentes est à prévoir pour jouer les cuisiniers. ■ **B. D.**

## GRANDE DISTRIBUTION

### Les légumes jugés au faciès

**Mais où sont les légumes moches? L'opération anti-gaspillage du groupe Mousquetaires** destinée à les vendre n'a pas pu être poursuivie. La faute aux producteurs locaux, qui n'ont pas été à même de fournir les quantités nécessaires. Condamnés à suivre les normes de commercialisation des fruits et légumes, les agriculteurs laissent trop souvent pourrir les produits aux courbes disgracieuses.

Pourtant, en mars dernier, le magasin Intermarché de Provins avait réussi à écouler en deux jours 1200 kg de ces «légumes non calibrés». Proposés 30 % moins cher, ces légumes imparfaits ont ainsi évité de rejoindre dans la poubelle les 750 000 tonnes de produits frais jetés chaque année. L'action visait à sensibiliser les consommateurs à un principe simple: privilégier le goût à la beauté calibrée. ■ **M. G.**

**C'EST DIT !**

« La culture du goût n'est pas réservée à une élite. »

Thierry Monassier, fondateur du restaurant solidaire Manger.

**PHILIPPE PIAT** Le président du syndicat des footballeurs professionnels français attaque la Fifa

# «Respecter les droits du joueur»

Propos recueillis par Julien Rebucci

**E**n plein débat européen sur le fairplay financier, Philippe Piat veut chambouler l'économie du ballon rond. D'ici fin mai, il va déposer plainte contre la Fédération internationale de football (Fifa).

## Pourquoi cette attaque contre la Fifa ?

Nous contestons ses règlements à propos des ruptures de contrat. Actuellement, la Fifa impose une période de stabilité de 3 ans, pendant laquelle ni le club, ni le joueur ne peut casser le contrat. Après les 3 ans, l'indemnité de transfert est censée être calculée simplement : le salaire mensuel, multiplié par le nombre de mois de contrats restants. C'est le salaire «restant-dû».

## Où est le problème ?

Les clubs affirment que les joueurs ont une valeur supérieure à leur salaire «restant-dû». Ils s'estiment donc lésés par ce système. Mais si un joueur a une valeur X, il ne le doit qu'à lui ! Prenez l'exemple de Picasso, c'est lui qui touchait l'argent de la vente de ses tableaux, pas l'encadreur!

## Dans le passé, les clubs ont déjà contre-attaqué...

En 2005, la Fifa a changé sa jurisprudence suite au dossier Philippe Mexès. Après 7 ans de contrat, ce joueur a voulu quitter Auxerre pour Rome. Son transfert a dû avoisiner une centaine



Philippe Piat dans son bureau de l'Union nationale des footballeurs professionnels, à Paris (2<sup>e</sup> arrondissement).

de milliers d'euros, l'équivalent du «restant-dû». Auxerre a estimé subir un préjudice financier. Le club porte alors l'affaire devant la fédération internationale et obtient gain de cause. Le joueur est finalement vendu 7 millions d'euros. Depuis cette date, la période de stabilité de 3 ans est renou-

velée à chaque prolongation de contrat et non plus à la date d'arrivée du joueur au club.

## Qu'espérez-vous maintenant ?

Un système respectant les droits du joueur. En cas de litige, le transfert d'un footballeur doit correspondre à son salaire «restant-dû». ■

## Une vie pour le foot

Depuis 45 ans, Philippe Piat préside l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP). Il a été élu en 2013 à la tête de la Fifpro, le syndicat mondial des joueurs.

## MONDIAL 2014

### Le boom des locations au Brésil

**La construction d'hôtels dans les villes du Mondial a pris du retard.** Conséquence : le nombre de locations chez l'habitant a explosé depuis l'été 2013, passant de 2 000 à 9 000. De nombreux Brésiliens ont flairé la bonne affaire et, sur Internet, les annonces se multiplient.

« Je reçois encore beaucoup de demandes, explique Christina, 32 ans, habitante de Rio. J'ai trouvé un loca-

taire pour mon appartement quelques heures après la mise en ligne de l'annonce. » Mais 339 € par nuit pour une chambre double, n'est-ce pas un peu excessif ? « Ce n'est pas donné, reconnaît Christina. Mais des membres de mon entourage proposent des chambres à plus de 400 €. » Trouver une location à moins de 200 € la nuit dans une ville-hôte du Mondial semble désormais impossible. ■ P. P.

## C'EST DIT !

«Le fairplay financier entre les clubs est une ânerie. Il est contre-productif.»

Jean-Louis Triaud, président des Girondins de Bordeaux

## ÉTHIQUE

### Des agents sportifs qui jouent la carte de la solidarité

**Une agence qui n'oublie pas les valeurs du sport. Crée il y a un an,** Sport Rising propose «une approche responsable du sport», explique Guillaume Dumoulin, son président. Cette société organise des actions solidaires autour des sportifs, des clubs et des annonceurs. Par exemple, organiser des collectes de nourriture dans les grandes surfaces pour promouvoir des matchs. «Le rapport club-sponsor prend ainsi tout son sens», affirme Guillaume Dumoulin.

## Des joueurs joués

L'équipe de France de rugby à treize en fauteuil roulant a participé à des

interventions en milieu scolaire pour sensibiliser les enfants au handisport, avant son match du 9 mai à Rouen. «Les joueurs n'avaient aucune obligation, seuls quatre étaient censés venir, mais tous étaient présents. Et ils ont pris du plaisir», relate Cyril Torrès, président de la Commission XIII fauteuil à la Fédération française de rugby à treize. Une démarche sur le long terme, puisque les revenus pour les joueurs sont moins importants qu'avec une agence classique. Sport Rising s'est même imposée un modèle solidaire en prenant le statut de Société coopérative sociale et solidaire (Scop). Ainsi, la boucle est bouclée. ■ A.L.



Gabriel Smith / Flickr

Après la Coupe du monde, l'Arena da Amazonia qui se trouve à Manaus, au Brésil, devrait servir de lieu de transit pour les détenus.

**ARCHITECTURE** Quand les infrastructures sportives trouvent de nouvelles fonctions

## La deuxième vie des stades

Julien Rebucci

**L**es stades qui accueilleront la prochaine Coupe du monde au Brésil peinent à se construire dans les délais. Mais que deviendront-ils après la compétition ? Quatre projets de reconversion pour ces enceintes.

### Le Biodôme de Montréal

Depuis plus de 20 ans, le stade Vélo-drome de Montréal héberge un jardin botanique. Chaque année, ce sont des millions de gens qui viennent aussi visiter le zoo et l'aquarium. Le Biodôme est l'un des premiers projets d'« éco-réhabilitation » de stade dans le monde.

### A Nantes, un stade éco-responsable

Inauguré en 2013, le stade Pierre-Quinon est doté d'un toit recouvert de 4 000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques. Les 2 300 panneaux « made in France » ont été installés par des entreprises de la région.

Le bâtiment produit 600 000 kWh/an, soit la consommation annuelle de 240 foyers. Un bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Le surplus est vendu à EDF.

### Au Gabon, des salles de classe en tribunes

Le stade d'Angondjé, à Libreville, a été construit pour la Coupe d'Afrique des nations 2012. La reconversion de l'enceinte a été pensée dès le départ, en raison de la faible affluence dans les stades gabonais. Une partie des tribunes a donc été aménagée pour y accueillir 40 salles de classes.

### A Lyon, des logements pour les étudiants

En 2016, l'OL va quitter le stade Gerland. Le maire PS Gérard Collomb veut y installer le club de rugby du Lou. L'opposant UMP Michel Havard propose d'y construire des logements étudiants. Un projet inspiré du Tempohousing d'Amsterdam: le recyclage d'anciens conteneurs industriels en habitat. ■

### Au Brésil, des gradins pour de futurs détenus

Quatre petits matchs de Coupe du monde et puis s'en vont. Manaus, capitale de l'Amazonie, ne possède pas de club de football en première division. Pour pallier l'importante surpopulation carcérale au Brésil, l'autorité pénitentiaire de l'Etat propose que le stade, d'une capacité de 44 000 places serve, après la compétition, de premier hébergement aux prisonniers avant que ceux-ci soient affectés à leur lieu de détention définitif.



Mike Maiz / Flickr

Le Biodôme de Montréal a été construit lors des JO d'Hiver de 1976.



Stephane Mémoret / Ville de Nantes

A Nantes, le stade Pierre-Quinon produit 600 000 kWh par an.

**PORTRAIT** L'ex skipper britannique promeut le développement durable

# Ellen MacArthur, de la mer à la défense de la terre

Gautier Delhon-Bugard

**E**llen MacArthur est célèbre pour son record du tour du monde à la voile en solitaire en 2005. Mais on connaît moins la femme engagée, à la tête de sa fondation éponyme, créée en 2007, qui promeut l'économie circulaire.

Son objectif ? Limiter la consommation et le gaspillage des matières premières. Pour défendre ses idées, Ellen MacArthur se déplace partout à travers l'Europe. Elle était présente à la Sorbonne mercredi dernier, pour une conférence sur l'économie circulaire.

## Détermination sans faille

« Dès ses débuts, Ellen a surpris tout le monde. Malgré son mètre 52, elle a une détermination et une intelligence incroyable qui lui ont permis de gagner des courses », commente Alain Gautier, skipper et ami de la championne. « Elle a un profond respect de la mer, donc ça ne m'étonne



Green Alliance / Flickr

Ellen MacArthur à Londres, en 2012.

pas qu'elle se lance dans des projets écologiques », poursuit-il.

## Le tour de l'Europe

C'est lors de son dernier périple en mer, que l'idée d'une fondation germe.

## La reine de la mer

**En 2000-2001, Ellen MacArthur réalise deux records sur le Vendée Globe, course sans escale autour du monde. Celui du plus jeune participant (24 ans), et la meilleure prestation féminine (2ème).**

« Lors de cette ultime course, j'ai réalisé que les ressources n'étaient pas inépuisables. C'est comme ça que je me suis lancée », explique la navigatrice. Et pour bien connaître son sujet, Ellen MacArthur étudie pendant quatre ans l'économie mondiale et l'utilisation des ressources.

L'ex skipper britannique est devenue une référence en matière de développement durable. Ellen MacArthur intervient dans de nombreuses universités européennes, et a présenté l'an dernier son rapport « Vers une économie circulaire » au Forum économique mondial de Davos, en Suisse. ■

**FOOTBALL**

## A Soissons, un club cherche 8000 €

**Un projet pour recueillir des fonds a été lancé sur la plateforme de crowdfunding KissKissBankBank, il y a une semaine. L'Internationale Soissonnaise, club de football picard fondé en 2009, espère ainsi sauver sa saison 2014-2015. « Sans cela, ce sera la catastrophe et la fin du club », affirme le président, Lyes Ait Khelifa.**

En cause ? Les bons résultats des quatre équipes (deux en seniors et deux chez les jeunes). Chaque montée dans une division supérieure entraîne une hausse des dépenses. Les frais d'arbitrage représentent, par exemple, 200 € par week-end.

Les partenaires locaux n'arrivent plus à suivre. La mairie contribue à hauteur de 1000 €. Mais le président s'étonne de l'écart entre la subvention perçue par son club et celle de son rival, le FC Soissons : « 27 fois supérieure ! »

Le nouveau maire s'est saisi du dossier. En attendant, le club s'en remet à la générosité des internautes. En sept jours, 1215 € ont été récoltés. Supporters, à votre bon cœur ! ■ **P. P.**

SECONDES

07

## ROLAND-GARROS

### Village: la chasse au gaspillage

Du 25 mai au 8 juin, les aliments non consommés seront distribués aux personnes en situation de précarité. Le traiteur officiel de la compétition mène cette action pour la deuxième année consécutive.

### Journée pour les enfants en difficulté

Le samedi 24 mai, porte d'Auteuil, une journée d'activités est organisée au profit d'associations de soutien aux enfants en difficulté. Entrée : 22€.

**SPONSOR**

## Les marques parient sur le sport

**C'est un ballon particulier qui arrive à Rio, au Brésil, le 12 juin pour le Mondial de football.** Sponsorisé par Peugeot, il est parti de Paris le 6 mars dernier dans le cadre de l'opération « Kick it to Brazil ». Le ballon traverse actuellement une trentaine de pays. Chaque fois que quelqu'un l'embrasse et poste une photo de son geste sur les réseaux sociaux, le constructeur automobile français s'engage à replanter un arbre en Amazonie. Peugeot n'est pas la seule grande enseigne à miser sur le ballon rond pour

communiquer sur ses initiatives « solidaires » et environnementales.

### Gros coup de marketing

Coca-Cola aussi veut en profiter pour déployer « la plus grande campagne marketing de son histoire », comme elle l'explique sur son site. Avec le lancement d'un film « Un seul monde, un seul jeu », de documentaires, d'un hymne officiel et d'un « drapeau du bonheur », la marque espère créer du lien social entre les supporters des différentes nations. ■ **A. L.**

## « Achetez-nous ! » : les footballeurs se mobilisent

En faillite depuis deux mois, le club de football de Bari (Italie) est aux enchères. Problème, personne ne s'est manifesté lors des deux premières ventes. Pour alerter les médias, les joueurs ont pris la pose sur les réseaux sociaux. Une troisième vente est prévue le 20 mai.



Matteo Defendi / Twitter

**FOOTBALL** L'AS Saint-Etienne pourrait ouvrir son capital à ses adorateurs

## Les supporters veulent s'investir

Vincent Kranen

Est-ce que l'Espagne inspire la France ailleurs que sur le terrain ? À l'AS Saint-Etienne (ASSE), certains fans des Verts ont publié, il y a cinq jours, une lettre ouverte aux dirigeants pour entrer au capital de l'équipe et devenir des « socios », comme ceux du FC Barcelone. Leur groupe Facebook, baptisé « Socios Saint-Etienne », rassemble 2 000 fans. Ils veulent rencontrer les deux présidents stéphanois, Roland Romeyer et Bernard Caiazzo.

### Des dirigeants ouverts

Les deux hommes semblent favorables à une entrée dans le capital de l'ASSE de leurs fidèles. « Le modèle espagnol (celui des socios), qui permet de créer une famille élargie avec des supporters-actionnaires, nous correspond », explique Roland Romeyer, coprésident du club. « Des études mon-

tracent que Saint-Etienne a entre 1,8 et 2 millions de supporters », précise-t-il.

### Des propriétaires réticents

L'idée de « socios » français s'est répandue dans d'autres clubs. L'association A la nantaise propose un projet d'actionnariat populaire aux fans du FC Nantes. Depuis 2010, l'organisme a collecté près de 35 000 €, soit l'équivalent de 7 % du capital du club. Selon une étude, les 20 000 supporters nantais seraient capables de lever 1,7 million d'euros. Mais « le propriétaire du club se montre hostile à notre projet », déplore Florian Le Teuff, président de l'association.

Ces initiatives sont encouragées par Jean Glavany, député PS et, auteur d'un rapport en faveur d'un « modèle populaire et durable du football français ». Selon lui, l'absence de « socios » dans l'Hexagone est lié au refus des propriétaires de club. « Ils ne veulent pas partager le pouvoir. » ■



Les supporters stéphanois pourraient devenir actionnaires du club.

## VOILE

### Nouvelle vague des sponsors participatifs

Vingt-quatre jours et neuf minutes. C'est le temps réalisé par Kito de Pavant et son bateau, le « Made in Midi », lors de la dernière Transat AG2R La Mondiale. L'originalité de ce navigateur aquitain : il rompt avec les sponsors classiques de la discipline. Pour monter le « Made in Midi », Kito de Pavant s'est associé avec des PME du Languedoc-Roussillon, où il est installé. Ces dernières ont déboursé entre 5 000 et 15 000 € pour que leur nom figure sur le bateau. La raison ? Les « gros » annonceurs (Maître-Coq, Virbac Paprec...) attendent des performances avant de sortir le carnet de chèques. Or Kito de Pavant espère participer au Vendée Globe 2016 sans attendre leur bon vouloir.

Le pionnier dans ce domaine, c'est Bertrand de Broc. En 1996, il lance le projet « Vnam : Votre nom autour du monde ». Les particuliers s'affichent sur le bateau, moyennant 50 €. Un projet réitéré lors du Vendée Globe 2012 avec 6 000 particuliers. ■ P. P.

## RUGBY

### Des pom-pom girls invitées à Centrale grâce au crowdfunding

Elles sont belles, sportives et expérimentées. Les London Cheerleaders, vingt pom-pom girls britanniques, sont invitées par l'école d'ingénieurs Centrale Paris pour son tournoi de rugby à sept. Il se déroulera les 21 et 22 mai, sur le campus. Elles acceptent de faire le show gratuitement à condition de ne payer ni le trajet ni l'hébergement. « Nous avons donc pensé au

financement participatif », indique Henri Aubin, vice-président de l'association étudiante Centrale 7. Sur deux plateformes en ligne, la somme a été amassée en moins de deux mois : « Cette annonce a fait le buzz, explique Henri. Les pom-pom et le financement participatif nous permettent de toucher un public que nous attendons plus nombreux cette année. » ■ S. M.



Les Londons Cheerleaders animeront le tournoi de rugby à 7 de Centrale.

## 20 SECONDES

### AUTOMOBILE

#### Des courses

#### de voitures électriques

Pour la première fois dans l'histoire du sport automobile, un championnat de « Formule Electrique » va être organisé, cette année. La Fédération internationale de l'automobile et EDF ont signé un partenariat pour développer les bolides de la compétition.

### PARIS SPORTIFS

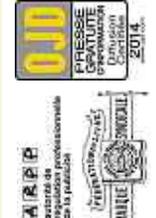
#### 140 milliards de dollars blanchis chaque année

Le Centre international pour la sécurité et le sport et l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ont rendu jeudi dernier leur rapport sur les paris sportifs frauduleux. Chaque année dans le monde, 140 milliards de dollars sont blanchis. En Asie, les paris illégaux représentent plus de 80 % des sommes engagées.



20 minutes

**Supplément au journal**  
 • 20 Minutes •, 4 239 000 lecteurs,  
 1er quotidien français  
 (Adresse ONE 2013, LMI 15+)  
 50-52, bd Haussmann, CS 10300  
 75427 Paris Cedex 09  
 Tél.: 01 53 26 65 65  
 Fax: 01 53 26 65 10  
 Créons du lien



**E-mail** : info@20minutes.fr  
**Edité par** 20 Minutes France, SAS au capital  
 de 5 743 392 € RCS Paris 438 043 843  
**Associés** : Sofonest, Spir Communication,  
 Spahissat Print Media AS  
**Président, directeur de la publication** :  
 Olivier Bonissati  
**Directeur de la rédaction** : Acadio Pereira  
**Directeur général adjoint en charge des  
 revenus** : Renaud Grand-Clement  
**Directeur général adjoint en charge de**



**Levélotion et des systèmes d'information** :  
 Frédéric Lacarme  
**Rédacteur en chef magazine** : Laurent Bainier  
**Directrice du marketing et de la communica-  
 tion** : Nathalie Desay  
**Directrice administrative, financière et des  
 ressources humaines** : Négali Adon  
 © 20 Minutes France, 2014.  
 Dépôt légal : à parution.  
 N° ISSN : en cours

**Ont collaboré à ce numéro** : Jamal El Hassani (rédacteur en chef), Léia Santacroce (rédactrice en chef adjointe), Gauthier Vaillant (rédacteur en chef technique), Alette de Laleu (rédactrice en chef technique adjointe), Thomas Chenel (chef de rubrique), Anaïs Kerdraon (chef de rubrique), Morgane Le Cam (chef de rubrique Culture), Alexandre Poussart (chef de rubrique Sport), Marie Aubazac, Laura Bayoumy, Juliette Bergé, Laëtitia Bezain, Pauline Blanchard, Margaux Bourdin, Amira Bouziri, Elodie Branson, Lucie Bras, Cyril Camu, Nacim Chikh, Elia Dahan, Maud Damas, Gautier Delhon-Bugard, Benjamin Derveaux, Solenne Dimofski, Laëtitia Dive, Jacques-Alexandre Essosso, Nicolas Flon, Marie Gicquel, Mathilde Gracia, Vincent Kranen, Alvina Ledru, Océane Lerouge, Tatiana Lissitzky, Margot Madesclaire, Aude Massiot, Morgane Minair, Sarah Moulai, Darragh Mowlds, Kozi Pastakia, Pierre Pillet, Vincent Poumier, Julien Rebutti, Jérôme Santo-Gammaire, Héléne Sergent, Mathilde Siraud, Sophie Souchard, Danielle Stephens, Elia Vaissière, Mélissa Verdier, Marine Wernimont. **Responsables pédagogiques IPJ-Paris Dau-  
 phine** : Pascale Cherrier, Pascale Colisson. **Encadrement** : Laurent Bainier (20 Minutes), Romain Gouloumès (20  
 Minutes), Sarah Ligerot (freelance), Olivier Queller (IPJ), Jérôme Tichit (BFM Business), Elodie Vialle (Youphit).

**Institut Pratique du Journalisme (IPJ) de l'université Paris-Dauphine.**  
 24, rue Saint-Georges 75009 Paris.  
 Tel: 01 72 74 80 00 - www.ipj.eu. **Directeur** : Pascal Guénée. **Directeur adjoint** : Eric Nahon

